

L'économie capitaliste en crise : gâchis de forces productives et régression sociale

P. 8/9/12/13...

lutte ouvrière

Les nouveaux riches

P. 20

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 855 - 20 octobre 1984 - prix : 6 F



Le 25 octobre soyons tous des fonctionnaires

Dans le monde

Page 6 :

- Espagne : pacte social = austérité renforcée.
- Opération Sahel : les tirelignes s'ouvrent, mais pas les coffres.

Page 7 :

- La chance de Thatcher.
- La Turquie sous la botte des militaires.

Pages 10 et 11 :

- Grèce, octobre 1944 : les occupants allemands évacuaient, les occupants anglais débarquaient.

En France

Page 4 :

- La journée du 25 octobre : CCP La Source et Montparnasse ; atelier SNCF Nanterre ; CRAMIF.
- Les pratiques de la CFDT.

Pages 8 et 9 :

- Renault ; CKD Grand-Couronne ; Cycles Peugeot ; Sucrerie d'Aiseray.
- Citroën : les licenciés ne baissent pas les bras.

Page 12 :

- L'économie capitaliste en crise : gâchis des forces productives et régression sociale.
- Massey-Ferguson ; Stein-Industrie ; Sacilor.

Page 13 :

- Aéroport de Roissy ; SNCF Gare de Lyon ; Thomson Gennevilliers ; Jaeger Levallois.

Pages 14 et 15 :

- Suppressions d'emplois à la Sécurité sociale.
- FIMA-FIMO Montrouge ; travailleurs sociaux en formation ; EGF.

Page 16 :

- Thomson et CGE se partagent le marché et licencient.

Page 20 :

- Les nouveaux riches.
- Vous avez dit « lutte contre la pauvreté » ?

Culture

Page 17 :

- Livre : *Les années Reagan* de Nicole Bernheim.

Pages 18 et 19 :

- Film : *Maria's lovers*.
- Expositions : *Art et civilisation des chasseurs de la préhistoire* ; Août 14, partis pour un été...

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE,
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

Les ricochets de l'Apartheid

Un bébé blanc de trois semaines a été tué dans une cité noire au sud de Johannesburg. L'enfant a été atteint à la tête lorsque la voiture de sa mère fut attaquée à coups de pierres par des manifestants noirs : des jeunes qui revenaient de l'enterrement d'un des leurs, tué par la police.

Le nombre des victimes blanches n'atteint pas encore, loin de là, celui des victimes noires : 75 morts et des centaines de blessés depuis le début de septembre.

Tout ce qu'on peut regretter, ce n'est pas que la victime soit blanche, c'est qu'elle soit trop jeune pour porter aucune responsabilité dans le régime de l'Apartheid.

Iran : des pratiques barbares

En Iran, on vide de leur sang les condamnés à mort avant de les exécuter.

L'Iran en guerre manque de sang pour ses blessés du front et pour les « gardiens de la révolution ». Alors, pour alimenter les banques du sang et les dispensaires, on a trouvé ce moyen commode. Selon le journal *L'Humanité*, le rythme des exécutions serait même fonction des besoins de sang dans les hôpitaux et les dispensaires.

L'imam Khomeiny aurait paraît-il donné son consentement, cette pratique ne constituant pas selon lui, une violation de la loi religieuse.

Une version iranienne de l'alliance du sabre et du goupillon !

Péché de classe

Jean-Paul II est allé à Saint-Domingue sermonner ses ouailles. Le grand pontife a déclaré la guerre à la lutte des classes et aux théories marxistes, qui influenceraient trop certains curés d'Amérique latine. « Les pauvres ne sont pas une classe », a-t-il déclaré. Pour les riches, il n'a pas précisé. Mais « il faut éviter le recours à la haine et à la violence », du côté des pauvres, cela va sans dire.

Cela doit faire partie des péchés réservés aux riches !

La mode rétro...

Voilà à nouveau autorisée par le Vatican la messe en latin. Ce retour à l'ancien rituel ferait bêler d'aise les ouailles traditionalistes de Monseigneur Lefebvre. Et si Brassens était encore en vie, il célébrerait probablement l'événement, lui qui avait chanté : « Sans le latin, sans le latin, la messe nous emmerde » !

Alors, les foules prendront-elles plus nombreuses le chemin de la grande-messe ? C'est à voir. Les chrétiens aiment le péché et, si le latin n'est plus un fruit défendu...

Chasses mortelles



Deux cueilleurs de champignons se sont fait tirer dessus par des gardes de grands domaines de Sologne. La région est réputée pour ses grands domaines privés, transformés le plus souvent en réserves de chasse. D'immenses étendues sont propriété de quelques aristocrates de la fortune, qui paient des gardes, armés.

La loi est avec eux ; leur propriété est inviolable. Pas comme les petites propriétés sur lesquelles, grâce à une autre loi, la loi Verdeille, les chasseurs ont le droit de pénétrer. Ce qui il y a quelques jours dans le Var, après une altercation entre un propriétaire et des chasseurs, a valu au premier d'être abattu par les seconds.

Elections piège à c...

La campagne électorale bat son plein aux USA et à cette occasion, les candidats, les démocrates comme les républicains ont adopté un ton des plus relaxes. Il paraît même que les injures pleuvent « garce, nouille, lavette, vieillard » (*France soir* du 13/10).

Ça vole bas s'indignant cer-

tains commentateurs. Il est vrai qu'en France, la concurrence électorale est plus digne, plus politique. Il est question de « cohabitation » ou de « ratatouille ».

Chacun ses spécialités. En France c'est bien connu, c'est la crise du logement, et la cuisine bourgeoise.

MALAISE DANS LA POLICE



Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1) :

LUTTE OUVRIERE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

Le 25 octobre, soyons tous fonctionnaires

Le 25 octobre, avec les postiers, les enseignants, ou les employés des ministères seront probablement en grève les cheminots, les électriciens et gaziers, les personnels d'Air France, de la RATP, les employés de la Sécurité sociale et même des banques.

C'est dans l'ordre des choses : tous les salariés de l'Etat ont des problèmes similaires et le même patron. Il semblerait donc que les syndicats s'acheminent vers un nouvel appel à la majeure partie des salariés de l'Etat, c'est-à-dire une fraction importante de l'ensemble des salariés. Une action limitée dans le temps, puisque de 24 heures seulement. Une action limitée dans les objectifs et qui ne peut pas faire céder à elle seule le gouvernement et la bourgeoisie qu'il représente. Mais une action quand même, qui pourrait voir des centaines de milliers, voire des millions de travailleurs entrer en lutte.

Et il est de l'intérêt de toute la classe ouvrière, travailleurs de l'Etat ou pas, que cette journée soit un succès. D'autant plus que l'Etat, en engageant le fer contre les fonctionnaires, voulait surtout donner l'exemple de la rigueur anti-ouvrière pour que tous les patrons puissent à leur tour freiner les salaires.

Oui, la grève du 25 octobre peut faire date.

Qui ne sent pas que la politique de l'Etat contre ses salariés est une attaque contre toute la classe ouvrière ? Qui n'est pas indigné des propos d'un Fabius ? Tandis que l'Etat qu'il dirige donne encore et toujours plus d'argent aux riches, Fabius n'en a pas pour les pauvres, à commencer par les chômeurs « en fin de droits ». Fabius s'en débarrasse dans les bras de l'abbé Pierre ! Ce sont les « pauvres de la crise » et le gouvernement socialiste s'en lave les mains !

Le mécontentement pourtant existe dans toute la classe ouvrière. Il ne demande qu'à s'exprimer et le PCF et la CGT ne s'y sont pas trompés. Parce qu'ils perdaient leurs électeurs,

les dirigeants du PCF ont préféré troquer leurs ministres inutiles contre des dirigeants cégétistes au langage combatif. Et les quelques mouvements organisés chez Renault se sont avérés effectivement plus efficaces que les palabres ministérielles. Plus efficaces aussi pour assurer aux dirigeants du PCF et de la CGT un petit regain de crédit auprès de leurs propres militants, et à ces derniers un regain de crédit auprès des travailleurs.

Et les autres centrales ont suivi. Même si la CFDT trouve le moyen de se singulariser par des modalités d'action propres le 25 octobre, elle sait, comme FO, que le mécontentement ouvrier est là. Et toutes les centrales emboîtent le pas à la CGT ; car elles n'ont pas envie, du trottoir, de la regarder passer à la tête des travailleurs les plus combatifs.

Alors oui, il faudrait que la journée du 25 soit un succès. Puisque les syndicats veulent enfin faire une démonstration de force, les travailleurs doivent s'y associer, ceux des secteurs concernés évidemment, mais tous les autres qui, ce jour-là, peuvent ne pas avoir le cœur à aller à l'usine ou au bureau.

Evidemment, même si la journée du 25 est un succès, restera le problème de la suite à lui donner. Car après la démonstration, il faudra, pour que les travailleurs retrouvent totalement confiance en leur force, que les centrales syndicales montrent que ce n'est pas sans lendemain et qu'elles sont prêtes à continuer dans cette voie jusqu'à un renversement de la situation en faveur des travailleurs. Y sont-elles prêtes ? Nous ne le saurons que plus tard. En attendant, les travailleurs doivent faire en sorte, pour eux-mêmes, que cette journée soit une démonstration de force. Ne serait-ce que pour que les dirigeants syndicalistes ne puissent plus dire qu'ils ne font rien pour défendre les travailleurs parce que ces derniers ne voudraient pas se défendre.

Arlette LAGUILLER

La police victime et les victimes de la police

Les obsèques du gardien de la paix tué le 11 octobre au cours d'un contrôle d'identité n'ont finalement pas pu être transformées en manifestation contre les actuels dirigeants au pouvoir, ce qu'avaient pourtant préparé l'USC (Union des syndicats corporatistes de police), et des organisations telles « Légitime Défense », ou encore le Front National de Le Pen, toutes classées à droite, sinon à l'extrême-droite.

Le pouvoir, ne voulant pas revoir des manifestations de policiers comme celles qui avaient pris à partie Defferre et Badinter en juin 1983 à l'occasion des obsèques d'un autre policier mort en service, a fait savoir par l'intermédiaire de Joxe, le ministre de l'Intérieur, qu'il ne tolérerait et n'autoriserait pas de manifestation. Et sur le terrain, le ton est resté à la fermeté, puisque Le Pen et Stirbois, même ceints de leurs écharpes, se sont vus repoussés sans ménagement.

La droite, depuis qu'elle n'est plus au pouvoir, tente de mobiliser ses troupes sur le thème : « la sécurité des citoyens n'est pas assurée » et « la police n'est pas défendue » parce que la gauche serait incapable de faire fonctionner l'Etat. Cette fois-ci, on ne peut pas dire qu'elle y soit parvenue. Il faut dire que la crédibilité de ce thème n'a guère été servie par les événements.

Tout d'abord parce qu'on n'est pas encore certain que ce gardien de la paix tué le 11 octobre ne l'a pas été par un de ses collègues : la balle a pénétré dans le dos de la victime, alors que l'homme qu'il pourchassait, à qui on veut faire endosser le crime, fuyait devant lui.

Ensuite parce que, s'il y a effectivement des policiers qui tombent victimes des truands, il n'y en a pas davantage aujourd'hui qu'avant : 6 depuis le début de l'année, 5 en 1983, 8

en 1982, 5 en 1978, 6 en 1976, 6 en 1974, 7 en 1970. (*Le Monde* du 16.10.84).

Les policiers sont censés exercer un métier à risques. Mais que l'on sache, ils sont plutôt moins exposés aux accidents de travail que les ouvriers du bâtiment, par exemple. Par contre, avec la façon dont fonctionne la police, cela ne va pas sans risques pour la population : il y a au moins autant de victimes de « bavures » policières, qu'il y a de policiers qui meurent en service.

Pas plus tard que le jour des obsèques, un jeune Algérien était abattu par un policier dans le 18^e arrondissement de Paris, exécuté pour avoir grillé un feu rouge. Et le soir même, à Marne-la-Vallée, dans la banlieue parisienne, c'est un autre policier qui tirait à bout portant sur deux adolescents alors qu'il n'était pas menacé — puisque moniteur de tir de la

police — il avait eu le temps de retourner chercher son arme chez lui.

Après ça, il serait bien difficile de faire avaler à la population que les policiers sont les

pauvres victimes d'un pouvoir qui abandonne sa police. Et cette fois, en tout cas, la droite l'a dans le dos avec ses policiers « flingueurs ».

Louis GUILBERT

Cercle Léon Trotsky

Le vendredi 26 octobre, 20 h 30

NICARAGUA

Le mouvement sandiniste : ses hommes, son histoire, sa politique.

Salle de la Mutualité
à Paris
24, rue Saint-Victor
Métro : Maubert-Mutualité

DANS LES ENTREPRISES

La journée du 25 octobre

□ CENTRE DE CHÈQUES POSTAUX (La Source Orléans)

A l'annonce des augmentations de 2 %, beaucoup de discussions s'engageaient spontanément dans les services, aux appareils à boissons ou à la cantine : « Ils se foutent de nous ». Les réactions les plus violentes étaient à l'adresse des journalistes qui reprenaient l'argument de « la masse salariale », à savoir que nous aurions en fait plus de 7 % d'augmentation et que la majorité des fonctionnaires gagnaient de 6.000 à 6.500 F. Il faut savoir qu'un préposé avec 14 ans d'ancienneté ne

gagne pas 5.000 F et qu'un agent débute avec un peu plus de 4.000 F. C'est au bout de 16 ans qu'un contrôleur (une autre catégorie et la moins nombreuse des employés) gagne 6.000 F. Alors que plus personne ne parlait de grève depuis trois ans, à l'annonce de celle du 25 octobre un certain nombre disaient vouloir la faire : « Il y a tous les syndicats, ça vaut le coup ».

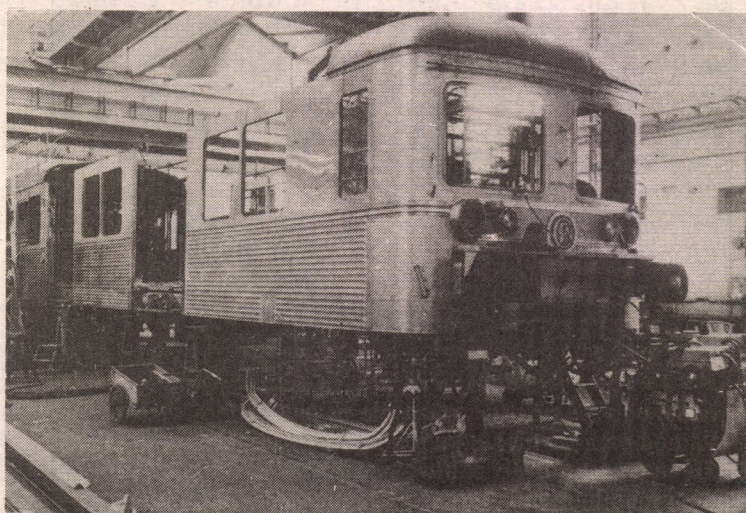
La CGT a fait deux réunions regroupant environ 150 personnes (nous sommes 2 600). Les militants ont tenu un langage radical,

disant qu'ils avaient été les seuls à se battre depuis trois ans. A cette réunion, un militant CFDT a pris la

parole pour dire que la section appelait à la grève, et qu'ils étaient en désaccord avec la confédération.

□ ATELIERS SNCF (Nanterre - La Folie)

La grève est sur les rails



Pour préparer la semaine d'action décidée par la fédération CGT des cheminots, le syndicat CGT avait demandé à ce que l'heure mensuelle d'information syndicale soit fixée au mardi 16 octobre. 250 cheminots sont venus à cette réunion, sur les 800 que compte l'atelier.

Le permanent de la fédération y a expliqué les raisons d'agir sur un ton très combatif qu'on n'avait pas entendu depuis longtemps.

Il a dénoncé la politique de baisse d'effectifs pratiquée par la SNCF, qui projetterait de supprimer 100 postes à l'atelier en 1985. Il a dénoncé la volonté de la SNCF de confier à des entreprises privées certains travaux effectués dans l'atelier. Il a également dénoncé très vivement la politique du gouvernement, en particulier en matière de salaires, en expliquant que les cheminots ne seraient pas mieux lotis que les fonctionnaires.

Il a donc appelé les cheminots à participer aux actions organisées par la CGT, à partir du 25 octobre, et en particulier à rejoindre les fonctionnaires en lutte ce jour-là.

Selon lui, ces actions devraient être le début d'un mouvement de grande

ampleur, et les succès récents de la lutte chez Renault montrent qu'il est possible d'obtenir satisfaction. Comme Krasucki, il a rappelé que les travailleurs n'étaient pas moins capables de faire céder le gouvernement que les partisans de l'école privée, qui avaient su se mobiliser.

Deux votes ont eu lieu au cours de cette réunion. Le premier pour décider d'agir le 25 octobre ; tous les présents ont approuvé. Le deuxième pour décider des modalités d'action : sur les 3 propositions avancées (1 heure de grève, 4 heures ou 24 heures), ce sont les 24 heures qui ont fait l'unanimité, de nombreux cheminots réclamant qu'elle se fasse « sur le tas », c'est-à-dire avec les grévistes se retrouvant à l'atelier.

Le lendemain de cette assemblée, de nombreuses discussions reprenaient les arguments pour agir, y compris parmi des cheminots qui n'étaient pas venus : « Il faut qu'on y aille, ça fait trop longtemps qu'on a attendu ». Et l'idée de la grève « sur le tas » était largement reprise. Du coup, pour un bon nombre se pose la question de voir ce qu'il est possible de faire au-delà de la journée de grève.

Correspondant LO

Je suis pas bête, je suis douanier

En ce moment, les portes de Quatre-Mares ont une fâcheuse tendance à se transformer en douanes, et les fouilles, ça y va. C'est vrai que, vu nos super-salaires, on est tenté de mettre quelques barres d'acier de côté dans un coffre en Suisse. Mais qui sait... avec les intérêts, on pourrait renflouer la SNCF : c'est ça, l'esprit cheminot !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SNCF Quatre Mares.

Les pratiques de la CFDT

Le numéro spécial d'octobre de **Syndicalisme Hebdo** engage les militants et adhérents de la CFDT à avoir, selon le titre de son édito, « un moral de gagnant ». Et Edmond Maire dans une lettre aux militants dit : « Notre ambition est elle-même devenue plus claire. Des noms divers lui sont donnés : « adaptation », « mutation », « rénovation » de notre syndicalisme ». Pour illustrer ces propos, le numéro en question de **Syndicalisme Hebdo** est consacré en grande partie au récit d'interventions de la CFDT l'ayant conduite à signer des accords dont le mérite serait... de ne pas pouvoir être signés par des organisations syndicales n'ayant pas « une soif de pratiques syndicales nouvelles ».

On y trouve ainsi par exemple une information sur Floquet-Monopole à Dreux : pour une baisse d'horaire accompagnée d'une baisse de salaire partielle, la direction a repris l'idée de la CFDT de faire une consultation pour savoir si les travailleurs préféraient 18 minutes de moins par jour ou cumuler une journée toutes les six semaines. Toujours dans cette même entreprise, les délégués, ayant cherché la cause de bagarres trop fréquentes dans les ateliers, « se sont aperçus que c'était dû notamment au fait qu'ils avaient, lors de divers incidents, réussi à éviter des sanctions à des travailleurs impliqués dans des bagarres ». Et de poursuivre : « Se croyant assurés de l'impunité, les bagarreurs s'en étaient donné à cœur joie. Les délégués ont dû annoncer : « Nous ne défendons plus ceux qui se battent ».

Dans un autre article intitulé **Partager le travail ? On le fait !**, il est également relaté qu'à l'initiative de la section CFDT dans un atelier de confection dépendant de l'Arse- nal de Brest et comprenant 220 employés, les employés ont proposé et obtenu de réduire leur temps de travail et leur salaire pour préserver sept emplois sur douze à supprimer, les commandes ayant diminué. Et de pourfendre « les gardiens du dogme des 35 heures tout de suite sans perte de salaire ».

La mesure n'aurait pas fait que des heureux, comme on peut s'en douter, mais qu'à cela ne tienne : « Pour d'autres, si elles ont accepté des pertes de salaire, qui vont de 35 F à 1.000 F, c'est qu'elles peuvent se le permettre ! ».

Ce qui n'empêche la conclusion optimiste de l'article qui, après avoir à nouveau laissé la parole aux partisans de cette solution, dit : « A les écouter, c'est plutôt la conviction qu'à chaque problème il existe une solution sur mesure et que, bien que dans la confection, elles l'ont trouvée ».

On ne sait, après de telles pratiques nouvelles, qui, du patron ou des militants CFDT, gardera « un moral de gagnant ».

CHÈQUES POSTAUX MONT-PARNASSE (Paris)

Une dizaine de jours après l'annonce de la grève nationale du 25 octobre, appelée par 6 fédérations de fonctionnaires à l'exception de la CFDT, qui appelle seulement à l'échelon local, les syndicats aux Chèques n'avaient encore fait qu'apposer une affiche annonçant la grève. On ne les avait pas encore vus dans les services.

L'impression qui domine chez les employés est que cette grève est nécessaire. Et nombre d'entre nous s'approprient à la faire et

espèrent qu'elle sera bien suivie.

En effet, pour les salaires, le compte n'y est pas. Nous n'avons pratiquement pas été augmentés pendant toute l'année. Par exemple, une employée avec 8 ans d'ancienneté arrive aujourd'hui à un salaire brut de 5.500 F. L'augmentation qu'elle a eue depuis janvier atteint la somme de... 55 F ! Les jeunes embauchées débutent avec à peine plus de 4.300 F et atteignent au bout de deux ans environ 4.700 F.

□ A LA CRAMIF

Bien que la Sécurité sociale ne soit pas rattachée à la Fonction publique, chacun se dit que les problèmes sont les mêmes, que les consignes viennent des mêmes ministres et que le mieux serait d'y aller tous ensemble, le 25 octobre.

Dès l'annonce de la grève des 24 heures, des employés avaient commencé à en parler spontanément. La CGT décidait alors une « consultation » dans les services, tout d'abord pour proposer un débrayage le jour du conseil d'administration de la tutelle le 25 octobre, « mais s'il est repoussé nous appellerons le jour où il se tiendra », ce qui ne correspondait pas du tout au souhait des employés. Certains disaient : « Ou bien c'est le 25, ou alors qu'ils aillent se faire voir ».

Le mardi 16 octobre, changement de cap à la CGT : la

consultation ne portait plus que sur le 25 octobre, en même temps que les fonctionnaires, et le ton se transformait en appel plus net. Les consignes confédérales y ont sans doute été pour quelque chose.

La CFDT de la CRAMIF a, pour sa part, pris position pour la grève et une intersyndicale des 4 syndicats de la CRAMIF doit se tenir vendredi.

D'autre part, FO vient de décider d'appeler sur toute la région parisienne. Le mercredi 17 octobre, l'appel à la grève semblait donc se préciser. L'envie de le suivre aussi, chez les employés. Même ceux qui n'étaient pas chauds il y a 8 jours commencent à voir cela d'un autre œil et, puisqu'il n'y aura ni école, ni crèche, ni transports... pourquoi viendrions-nous travailler ?

Proportionnelle ou pas, de toute façon une majorité de potiches

Les dirigeants socialistes discutent ces temps-ci. Non pas de l'augmentation du chômage ou du prochain budget qui prévoit de réduire les dépenses sociales pour pouvoir diminuer les impôts des riches. Là-dessus, pas un mot de critique, ni opinion personnelle. Par contre, la modification du système de scrutin pour les prochaines législatives de 1986 fait bavarder. Et cela ne fait pas causer les seuls politiciens du PS. Dans l'opposition aussi, on s'agite. On a même vu des amis de Giscard s'apprêter à aller en discuter avec le PS comme le leur proposait Jospin.

Ce petit monde s'inquiète sur la meilleure — ou la moins mauvaise — façon de conserver ou de récupérer un siège à l'Assemblée nationale, et les opinions divergent en fonction des calculs personnels par-delà les barrières des partis. Chez les socialistes comme chez les gens de l'UDF, le parti qui est de moins en moins celui de Giscard et de plus en plus celui de Barre, des crabes en pincent pour un peu de proportionnelle et d'autres s'en méfient.

Côté socialiste, il y a Jean-Pierre Cot, qui serait favorable à une proportionnelle intégrale mais qui est très minoritaire, paraît-il. A l'opposé, Rocard, qui a depuis longtemps oublié qu'il fut naguère dirigeant d'un petit parti, le PSU, se déclare tout à fait partisan du maintien du système majoritaire actuel qui favorise les « gros ». De même que Chevènement qui accepterait toutefois, nuance, une légère dose de proportionnelle, à condition que la « prime majoritaire » ne soit pas remise en ques-

tion. Jospin, lui, veut « qu'on mette un élément de proportionnelle relativement important », ce qui n'est pas l'avis de Poperen qui ne souhaite pas « une dose très importante »...

Dans les couloirs de l'UDF, ce ne serait pas plus clair. Giscard aimerait bien, lui, une petite modification du système actuel, ce qui ne semble pas être l'opinion de son ami Léotard. Barre, à l'inverse, se veut opposé à tout « ingrédient de proportionnelle », rejoint par Lecanuet qui, après avoir pendant vingt ans réclamé de la proportionnelle, ne veut plus en entendre parler.

Tout cela n'a finalement guère d'importance pour la simple raison que Mitterrand, après avoir entendu tout le monde, ne sera obligé d'écouter personne. Et surtout pas ceux qui s'aviseront de rappeler la promesse faite par le Parti Socialiste avant les élections de 1981 sur l'institution de la représentation proportionnelle pour les élections législatives, régionales et communales.

On a d'ailleurs pu juger à propos des municipales que, lorsque réforme il y avait, la dose de proportionnelle n'avait rien qui puisse inquiéter les grands partis. Il suffit, selon la nouvelle mouture des municipales, qu'une liste obtienne 50 % des suffrages pour emporter 75 % des sièges.

Et ce n'est pas après avoir soigneusement limité la dose de proportionnelle à une quantité homéopathique, de façon à minimiser la représentation des partis minoritaires même dans le cadre anodin des municipalités, que le gouvernement va s'aviser de l'introduire

dans le domaine des élections législatives.

Car le mode de scrutin actuel qui garantit au parti majoritaire une sur-représentation a fait ses preuves pour la bourgeoisie. Institué par De Gaulle dans le cadre de la V^e République, agrémenté d'un redécoupage électoral, il avait permis à la droite de remporter pendant plus de vingt ans la grande majorité des sièges (notamment en 1958 et 1968). Du coup, la représentation des petits partis de droite et du Parti Communiste s'en était trouvée considérablement réduite. C'est ainsi qu'en 1958, le PC n'avait eu que dix députés, soit 2 % des sièges avec 19 % des voix. Et on peut compter sur Mitterrand pour se comporter de façon suffisamment responsable vis-à-vis de la bourgeoisie pour ne pas bouleverser un système qui la sert si bien, même si le PS devait y perdre des sièges, et même s'il devait y perdre sa majorité et le gouvernement.

C'est pourquoi, si une dose symbolique de proportionnelle est versée au breuvage (on peut imaginer par exemple quelques sièges au niveau national qui permettraient de sauver quelques leaders ayant raté leur élection), il ne faut pas s'attendre à une refonte du système qui aboutirait à mettre réellement le nombre de députés en rapport avec les suffrages obtenus.

De toute façon, le Parlement n'ayant plus aucun rôle, et les changements de majorité parlementaire changeant si peu la politique du gouvernement... les travailleurs peuvent se désintéresser de la chose à 100 %.

Pierre VERNANT

Fabius a son quart d'heure

Fabius a eu son quart d'heure de télé, ce qui, à défaut de crever l'écran, lui a permis de répandre un écran de fumée sur quelques sujets.

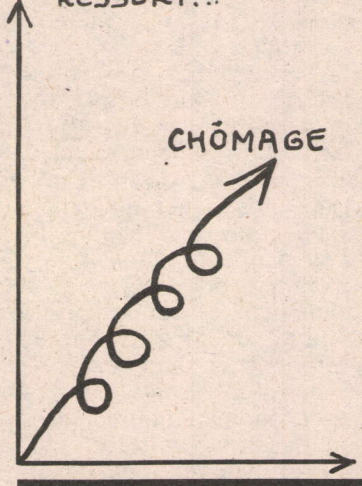
Il a expliqué, l'air satisfait, que depuis son emménagement à Matignon, il y a trois mois, il avait retiré quelques épines à la rose socialiste. Quand on enlève les rubans, cela veut dire qu'il a cédé à la droite sur l'école et la loi sur la presse, et qu'il s'en vante.

Puis il a parlé des « poches de pauvreté ». Venant de la part d'un Premier ministre qui fait les poches des pauvres dans son nouveau budget, ça faisait chic.

Enfin, après avoir fait sa pub, Fabius a encore trouvé le temps de faire celle de quelques patrons : L'Oréal et les chaussures André qui, paraît-il, réalisent des prouesses à l'exportation.

Fabius reviendra dans un mois. Evidemment, s'il n'a que ça à dire, il vaut mieux espacer pour ne pas lasser. La droite, elle, a choisi la tactique la plus fine. Elle a décidé de ne pas user de son droit de réponse.

D'APRÈS FABIUS
LA FRANCE A DU
RESSORT...



Le juge entretenait des relations coupables

Antoine Gross est président de chambre à la cour d'appel de Colmar. A priori, le type même du citoyen au-dessus de tout soupçon.

Elevé dans un milieu bourgeois, étudiant en droit brillant, carrière irréprochable, Antoine Gross fait partie de la haute société alsacienne. On le dépeint comme un homme « cultivé, fin, courtois, chaleureux et cordial »...

Quelques rumeurs courent bien sur son compte, sa femme a mystérieusement disparu il y a cinq ans, n'a jamais été retrouvée, et l'enquête de police a été plus que discrète. Son train de vie, voyages, voitures, et surtout son patrimoine immobilier sont manifestement au-dessus de ses moyens : les émoluments d'un magistrat ne sont pas négligeables, mais tout de même. De là à payer des immeubles cash ! Et en liquide ! Ses relations, fortunées sont loin d'être irréprochables : un garagiste, ami notoire du juge, est un habitué des tribunaux. Côté box des accusés. Mais régulièrement relaxé en appel. Enfin

ses jugements sont pour le moins contestables... et contestés. Des plaignants ont mis le juge en cause à diverses reprises. La hiérarchie a même dû intervenir plusieurs fois par de discrets rappels à l'ordre.

Monsieur le juge aurait pu continuer une carrière aussi bien remplie, échangeant petits cadeaux contre petits services, presque au vu et au su de tout son monde, protégé par un milieu qui, au fond, n'y voit pas grand mal, si... si monsieur le juge n'était si bavard sur l'oreiller. C'est une de ses anciennes compagnes, abandonnée mais ni sourde ni amnésique, qui aurait levé le voile. Dans une lettre au président de la cour d'appel de Colmar, doublée d'une autre au procureur général, elle aurait révélé des détails précis sinon croustillants sur les pratiques du juge, ses affaires immobilières, ses cadeaux (voitures de luxe, voyages, etc.).

Le juge est inculpé de trafic d'influence et de corruption. On se méfie jamais trop des femmes...

Alain MARQUET

ARMES SECRÈTES !

Un DC 8 de la compagnie française SFAIR a été arraisonné à l'aéroport d'Athènes par les autorités grecques, et son équipage traduit en justice. L'absence d'autorisation de survol du territoire grec a amené les autorités de l'aéroport à vérifier le contenu de la cargaison de l'avion, en l'occurrence 7 500 pistolets et six caisses de munitions, le tout pour une valeur de 3 millions de dollars... Les armes, italiennes, avaient

été chargées à l'aéroport militaire de Rome et étaient, paraît-il, destinées à l'Etat du Botswana.

Il doit certainement s'agir d'une erreur technique — un papier, ou un pot-de-vin, oublié —, parce que, d'ordinaire, on n'entend jamais parler de ces transports discrets auxquels se livrent des compagnies aussi officielles qu'inconnues du commun des mortels.

Les armes sont italiennes — des pistolets

Beretta — mais la société chargée du trafic est française. Et quelle était la destination exacte du chargement ?

De toute façon, les marchands d'armes n'ont jamais été ni spécialement patriotes, ni spécialement legalistes. Entre trafic et commerce, la frontière est floue... Qu'importe le nom, d'ailleurs, pourvu qu'on ait les bénéfices, et ils sont gros.

Pour le seul premier semestre de cette année,

la France — au troisième rang dans le monde pour cette activité — a exporté pour 40 milliards de francs d'armements, d'après des statistiques qui viennent d'être publiées. Il est vrai qu'il s'agit d'une année faste, puisque, pour l'ensemble de l'année 1983, ce chiffre avait été de 29,1 milliards seulement...

Ce trafic « officiel » se fait d'Etat à Etat, ce qui n'empêche pas les producteurs français d'arme-

ments, — dont la majorité est composée d'entreprises dirigées par l'Etat — de faire appel à des passeurs discrets du genre de la SFAIR, ni d'utiliser les services de trafiquants quand le client ne tient pas à la publicité.

La France n'a pas ce seul privilège. Elle ajoute à ses parfums et à sa haute couture cette spécialité du commerce des armes. Mais ainsi procèdent tous les pays « marchands de canons ».

Pacte social = austérité renforcée

Le gouvernement socialiste semble disposé à mettre à profit l'année 1985 pour adopter les mesures les plus impopulaires qui lui restent à prendre, avant d'entrer dans la période électorale. Aujourd'hui, il s'agit du pacte social récemment conclu entre le gouvernement, le patronat et l'UGT.

Depuis le début du régime parlementaire en Espagne — exactement depuis sept ans — les organisations ouvrières et patronales, d'un côté, et les différents gouvernements, de l'autre, ont toujours essayé et souvent réussi à faire payer la crise économique aux masses laborieuses à travers des « pactes » et accords destinés à réduire les augmentations salariales face aux hausses de prix, tout en tâchant de préserver la paix sociale.

Cela a commencé avec le tristement célèbre « Pacte de la Moncloa », conclu en 1977 par toutes les organisations politiques et syndicales majoritaires, le patronat et le gouvernement d'Adolfo Suarez : pacte qui aboutit à une réduction du pouvoir d'achat et donna un brutal coup d'arrêt aux illusions des travailleurs sur la capacité ou la volonté des organisations syndicales de défendre leurs intérêts.

A partir de ce moment, les Commissions Ouvrières, qui étaient sorties de la dictature franquiste avec l'auréole de la résistance dans la clandestinité et qui avaient connu une affiliation massive depuis leur légalisation, perdirent rapidement la plupart de leurs nouveaux adhérents et l'influence durement acquise pendant une dizaine d'années sous le franquisme.

Ayant réussi à réduire l'hégémonie des Commissions Ouvrières sur le plan syndical, le patronat privilégia dès 1979 ses rapports avec l'UGT (syndicat socialiste) et signa jusqu'à 1981 une série d'accords exclusivement avec lui.

En juin 1981 seulement, le patronat accepta de nouveau la présence des dirigeants des Commissions Ouvrières autour

de la table des négociations. Fut signé alors « l'accord national sur l'emploi », qui maintenait toujours les hausses de salaires en dessous de l'indice d'inflation (on saura plus tard que les syndicats UGT et CO avaient négocié en même temps, et dans le secret, le montant de la subvention syndicale qui leur permettrait de bénéficier d'une substantielle aide économique de l'Etat dans les années suivantes).

L'accord de 1981 n'ayant pas été renouvelé en 1984, le gouvernement socialiste voulait à tout prix essayer de couvrir les deux années de législature qui lui restent, 1985 et 1986, avec un pacte tripartite — patronat, syndicats et gouvernement — destiné à lui garantir la paix sociale pendant la période. Le patronat en a profité pour mettre en avant l'ensemble de ses revendications : réduction des taux d'intérêt bancaires, augmentation de l'investissement public, facilités de licenciement accrues, participation dans la répartition du patrimoine syndical et avantages fiscaux pour l'investissement.

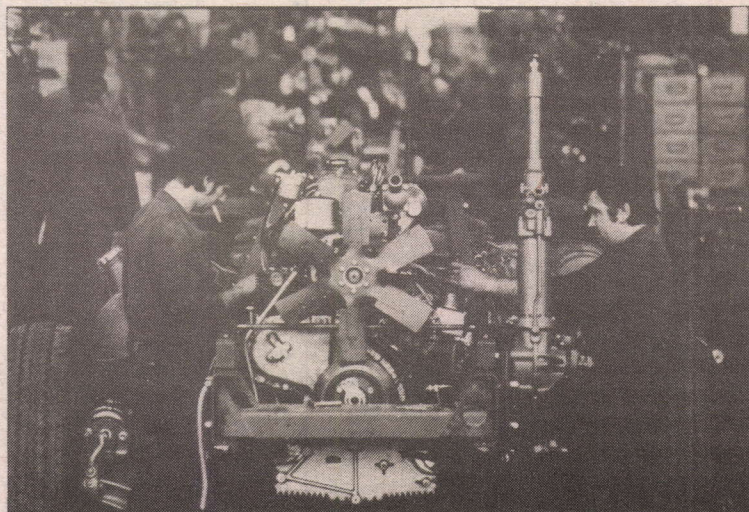
Commencées avant les vacances entre les représentants du gouvernement, du patronat et des syndicats UGT et CO, les négociations ont traîné en longueur pendant plusieurs mois. Finalement, après que chacun a joué sa comédie, tous, sauf les CO, se sont mis d'accord sur une augmentation des salaires de 5,5 % à 7,5 % en 1985 (en août 1984, l'inflation atteignait officiellement déjà 7 %) et, tout en l'enveloppant de nombreuses déclarations d'intentions sur la lutte contre le chômage et la misère des retraités, ont adopté un paquet de mesures concrètes pour satisfaire l'ensemble des revendications patronales. Cela malgré l'augmentation constatée des bénéfices patronaux de 18,4 % en 1984,

comme le reconnaît le gouvernement.

Il n'est donc pas étonnant que les patrons disent tout haut, comme ils viennent de le faire à Valence, qu'ils « sont transportés d'enthousiasme par la voie de confiance, de raffermissement et de courage que le président Felipe González a ouverte aux patrons » (*El País*, 26/9/84).

Cette fois-ci, comme en 1979, les dirigeants des CO ont finalement été mis en marge des négociations. Au retour des vacances, on a su que leurs partenaires se réunissaient en secret, sans eux, depuis quelques semaines. Quand ils ont essayé de dénoncer ces agissements comme une félonie et crié au scandale, les autres leur ont rappelé qu'il en avait toujours été ainsi et que les dirigeants des CO n'avaient rien dit quand ils étaient aussi de la partie lors de négociations antérieures.

A ce sujet, le journal *El País* du 23 septembre a publié un long article relatant diverses anecdotes sur les négociations secrètes que les représentants du gouvernement, du patronat et des syndicats — y compris les CO — ont maintenues dans le passé dans les endroits les plus invraisemblables de Madrid (souvent dans des cabarets et des boîtes de nuit car, dit-on, ils restent ouverts jusqu'à l'aube). Une fois, raconte cet article, « un syndicaliste connu demanda timidement au garçon s'il pouvait téléphoner. Une jeune fille blonde à peine vêtue d'un minuscule triangle et les seins nus approcha souriante l'appareil du leader ouvrier. Ses copains attendaient, profondément intéressés par la glace de leurs verres, la réponse du ministre à une proposition pour tenter de rompre la suspension des négociations. Il était



3 heures du matin après une longue journée. Et ce « topless » était un des rares endroits encore ouverts... »

Bref, quand le gouvernement ou le patronat fixent ces rendez-vous secrets, ils paient les consommations « et ils ont la réputation de ne pas être radins », précise l'auteur de l'article. Et il termine en rappelant que le pacte le plus riche en tractations louches et en négociations parallèles et secrètes, ce fut celui de l'ANE (Accord National pour l'Emploi) auquel participèrent jusqu'au bout les dirigeants des CO.

Ainsi donc, c'est souvent autour d'une bouteille de whisky, payée par les patrons ou les ministres, que les dirigeants syndicaux marchaient les intérêts des travailleurs.

Cette fois-ci, les dirigeants des CO n'étaient pas de la partie. Ils peuvent donc se permettre de parler au sujet du dernier pacte de « défaite historique des travailleurs » ou de « déculottage du gouvernement face aux patrons ». Mais les travailleurs n'ont rien à voir avec de tels personnages, ni rien à espérer d'eux. Les uns et les

autres ne sont que des valets que la bourgeoisie utilise ou laisse de côté selon les circonstances.

D'ailleurs les travailleurs n'attendent pas leurs consignes pour se mobiliser. Les 10 et 11 octobre, ceux des chantiers navals de Bilbao et de Gijón, menacés de licenciements par la reconversion du secteur naval, se sont violemment opposés aux forces de police pendant toute la journée barrant les rues avec des barricades et lançant sur les policiers des pierres, des boulons et toute la ferraille qu'ils avaient auparavant ramassée dans les chantiers.

C'est peut-être un début de réponse à ce pacte qui prétend jeter à la rue des millions de travailleurs et diminuer le pouvoir d'achat de ceux qui restent au travail, tout en aggravant leur exploitation. Tandis que, de l'autre côté, les patrons pourront licencier à leur guise et augmenter toujours plus leurs bénéfices, malgré la crise économique.

Que le gouvernement socialiste prétende obtenir tout cela en paix, c'est probablement excessif ! Gabriel CATALA

OPERATION SAHEL : Les tirelires s'ouvrent, mais pas les coffres



Le 19 octobre, le « bateau pour le Sahel » devait quitter Saint-Malo pour l'Afrique, emportant les camions chargés de vivres, de médicaments et d'outils achetés par RTL et FR 3 grâce à l'argent collecté dans toute la France au cours de l'opération « Sahel 84-les camions de l'espoir ».

A supposer que les envois parviennent réellement à la population, ce qui n'est pas prouvé (d'une part à cause du manque des transports, et d'autre part parce que les élites locales du pouvoir et de la fortune, liées à l'impérialisme, ne manquent pas de moyens pour les détourner à leur profit), cela restera une aide faible et provisoire, un grain de sable dans le désert, par rapport aux besoins. Sur le seul continent africain, 100 millions d'hommes, de femmes et

d'enfants sont menacés par la famine.

Mais cet argent, si on ne sait où il ira, ni s'il empêchera des morts, on voit cependant qu'il est là et d'où il vient.

La générosité de la population existe, quand les causes humanitaires sont en jeu. Et les plus généreux ne sont probablement pas les plus riches, si la générosité se mesure en proportion de la fortune.

Cela prouve en tout cas que, si la population avait le pouvoir de choisir l'usage des richesses et des biens de production, elle choisirait probablement d'investir, de donner pour des moyens de vivre au Sahel, plutôt que de le faire pour des engins de mort à Mururoa. Et la famine, au XX^e siècle, ne serait pas aussi redoutée que la peste au Moyen-Age.

La chance de Thatcher

La dame de fer, Mme Thatcher, a eu, tout le monde l'a dit, beaucoup de chance. Une chance insolente, c'est sûr. Elle a eu plus de chance que le jeune de 19 ans qui a été tué il y a 15 jours en Ulster par une balle de caoutchouc tirée par un soldat anglais. Plus de chance que le jeune Bobby Sands et ses camarades, qui sont morts de leur grève de la faim menée jusqu'à son terme ultime sous les quasi-quolibets de Mme Thatcher, parce qu'ils voulaient seulement bénéficier du régime politique en prison.

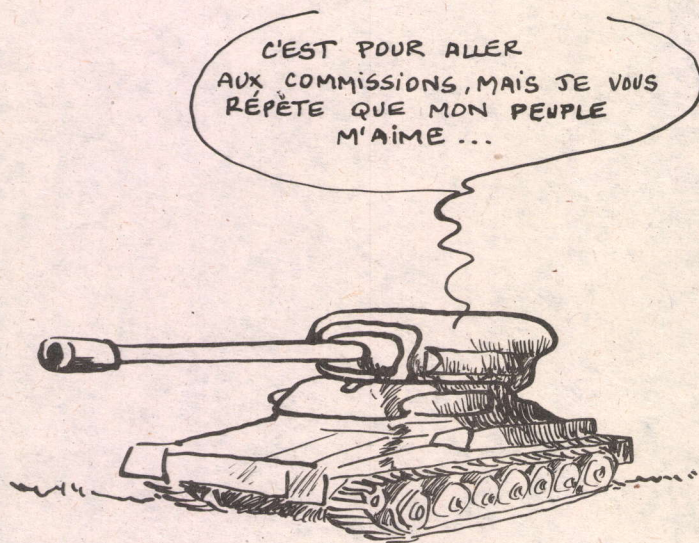
Elle a eu de la chance, parce que, pour une fois que les grands de ce monde, ceux qui décident des guerres, des répressions, qui déplacent des armées vers l'Irlande du Nord ou le sud du continent américain, se retrouvent en première ligne, ce n'est pas eux que la mort choisit.

Oui, elle a beaucoup plus de chance que les Juifs et les Arabes de Palestine, que l'impérialisme anglais a réussi à dresser face à face, beaucoup plus de chance que les Noirs d'Afrique du Sud, où l'Angleterre, malgré ses airs hypocrites, contribue à laisser en place le régime de l'Apartheid.

Oui, Mme Thatcher a eu beaucoup, beaucoup de chance. Il faut dire que les grands de ce monde ont en général cette chance-là. Que, même lorsque des hommes ou des femmes décident de s'en prendre directement à eux, et même lorsqu'il ne s'agit pas de fous isolés dont le doigt tremble autant que la raison, les difficultés de les atteindre sont telles, qu'ils s'en sortent vivants.

C'est d'ailleurs pourquoi ces gestes sont le plus sou-

INTERVIEW EXCLUSIVE DE LA DAME DE FER APRES L'ATTENTAT :



vent inutiles, voire nuisibles. Ils font souvent des victimes autour et alentour, mais pas en plein dans le mille.

Alors, nous ne plaindrons pas Mme Thatcher. Au contraire, non seulement elle a de la chance, mais elle en a trop, et elle s'en sert à son avantage. Elle joue les vedettes. Elle ose même réclamer fièrement la peine de mort pour ceux qui l'ont ratée. Et c'est encore une des raisons qui nous font condamner de tels attentats, même quand ils viennent des représentants d'un petit peuple opprimé par un plus grand qu'eux. Ce sont des gestes peut-être excusables, mais inutiles, voire contraires aux intérêts de la cause qu'on défend.

Bien sûr, cet attentat sera condamné moins massivement en Irlande qu'il ne l'a été dans la grande presse bourgeoise mondiale.

Dans les foyers ouvriers d'Irlande, dans les quartiers

quadrillés par l'armée anglaise, il y a fort à parier que le regret éprouvé, c'est que Mme Thatcher ait été épargnée, comme tous les puissants le sont.

Mais ça ne rend pas cette politique de la bombe plus efficace. D'autant que ceux qui en sont à l'origine prônent une idéologie nationaliste, cléricale, pour tout dire réactionnaire, même s'ils prétendent défendre les plus pauvres.

Non, la seule punition, bien plus définitive, méritée par les grands de ce monde, ce serait une situation où les pauvres, par leur force collective, autrement plus explosive qu'une bombe, autrement plus efficace aussi, par leur conscience à même de viser autrement plus juste, retireraient aux puissants ce à quoi ils tiennent bien plus qu'à leur vie : leur propriété, leur richesse, leur pouvoir d'exploiter et d'opprimer le monde entier.

La Turquie sous la botte des militaires

Un militant du mouvement d'extrême-gauche Dev Yol, Ilyas Has, exécuté le 7 octobre ; un autre militant arrêté par les militaires, Hidir Aslan, dont l'exécution vient d'être ratifiée par le Parlement ; et 37 autres dossiers de condamnation à mort qui attendent son approbation : voilà la situation en Turquie, où les procès succèdent aux procès. Militants d'organisations d'extrême-gauche, militants du Parti Communiste Turc, Kurdes, syndicalistes, c'est l'élimination méthodique.

Depuis 4 ans, 100 000 personnes environ ont été arrêtées. 700 syndicats ont été suspendus. 150 parlementaires ont été placés en garde à vue. 1 630 maires ont été destitués. Dans l'appareil d'Etat, 2 000 magistrats ont été démissionnés, 1 220 policiers, 6 200 enseignants, 18 000 fonctionnaires, révoqués. Et le patronat s'est fait fort d'imiter les autorités.

Selon un reportage du CFDT Magazine de janvier 1983, l'ampleur des arrestations de militants ouvriers a été telle que l'on comptait « 16 arrestations pour une entreprise de matériel téléphonique d'Istanbul qui compte 900 salariés ; une quarantaine chez Oyak Renault à Bursa, où 2 300 ouvriers à l'époque fabriquent des R12. Deux ans plus tard, une partie d'entre eux sont encore dans les geôles militaires, la majorité ont été relâchés mais n'ont pas retrouvé leur poste ».

La dictature militaire poursuit son but : faire payer à la population par une austérité draconienne une inflation qui allait jusqu'à 70 % par an, un déficit budgétaire de 33 milliards de livres, un endettement auprès de l'étranger de 40 milliards de dollars en 1980. Le Premier ministre, Ozal (un ex-conseiller du FMI), qui appliquait déjà des mesures d'austérité sous le gouvernement Demirel avant qu'il ne soit renversé, a encore amplifié les restrictions. Les augmentations de salaire ont été contingen-

tées à des proportions très inférieures à l'inflation. Les loyers, les bénéfices à l'étranger, ont été détaxés ; les prix ont été libérés ; les impôts sur le revenu baissés. CFDT Magazine décrit ainsi les conséquences de cette politique sur le niveau de vie des travailleurs : « Deux pièces dans une mauvaise HLM d'un quartier périphérique d'Istanbul coûtent 20 000 livres par loyer par mois. Les ouvriers bien payés gagnent de 16 à 20 000 livres. Le salaire minimum dont on rediscute le montant, inchangé depuis 19 mois (avec 60 à 70 % d'inflation entre-temps) est de 12 500 livres brut ; soit, l'impôt perçu à la source et les cotisations sociales prélevées, moins de 10 000 livres net. Kenan, un jeune ingénieur, gagne 27 000 livres par mois ; et Sulker, enseignant dans le supérieur, 35 000 livres. (...) Que dire des milliers d'employés à la tâche chez les artisans ou dans les ateliers de confection, des innombrables ouvrières à domicile, tous en dessous du minimum, non déclarés, sans Sécurité sociale, et ce en plein cœur d'Istanbul ? (...) 3 millions de chômeurs dans le pays (20 % de la population active) et 3 fois plus de sous-emploi : rien d'étonnant à ce que les petits patrons ne se précipitent pas pour signer les conventions de Sécurité sociale. Même les ouvriers, après leurs 45 ou 47 heures hebdomadaires, doivent faire de la plomberie, de la peinture, simplement pour gagner l'indispensable. (...) A 1 200 000 livres turques, le prix de vente d'une R12 représente au moins 3 années de salaire net (d'un ouvrier de Renault) ».

Mais les capitaux étrangers affluent comme jamais auparavant en Turquie. C'est pour permettre en cette période de crise aux capitalistes turcs et surtout à ceux des pays impérialistes de tirer le maximum de profits de la population turque que les militaires ont pris le pouvoir, et répriment et maintiennent la population dans la misère.

Nelly MEYER

SALVADOR

La dictature contrainte de composer avec la guérilla

Napoléon Duarte, le chef de l'Etat du Salvador, a engagé la négociation avec les principaux dirigeants de la guérilla. S'il y avait déjà eu par le passé des tentatives de négociations entre les deux parties, c'est la première fois que les choses prennent une tournure aussi officielle et publique.

Il s'agit de mettre fin à l'état de guerre civile qui oppose l'armée salvadorienne aux forces du Front Farabundo Martí.

Duarte demande à la guérilla de déposer les armes et de s'intégrer à la vie politique du pays. Ce qui est une façon de reconnaître la guérilla comme une force politique qui compte. C'est donc un point que viennent de marquer les guérilleros du Salvador, à la fois contre le gouvernement Duarte et contre ses protecteurs américains. Et cela traduit sans doute un certain rapport de

forces sur le terrain, ainsi que les difficultés de l'armée salvadorienne, malgré tout l'appui militaire américain, à contrôler le pays.

Rien ne prouve d'ailleurs qu'il ne s'agisse pas là d'une manœuvre de la dictature pour tenter de diviser les mouvements de la guérilla en jouant la carte de la conciliation.

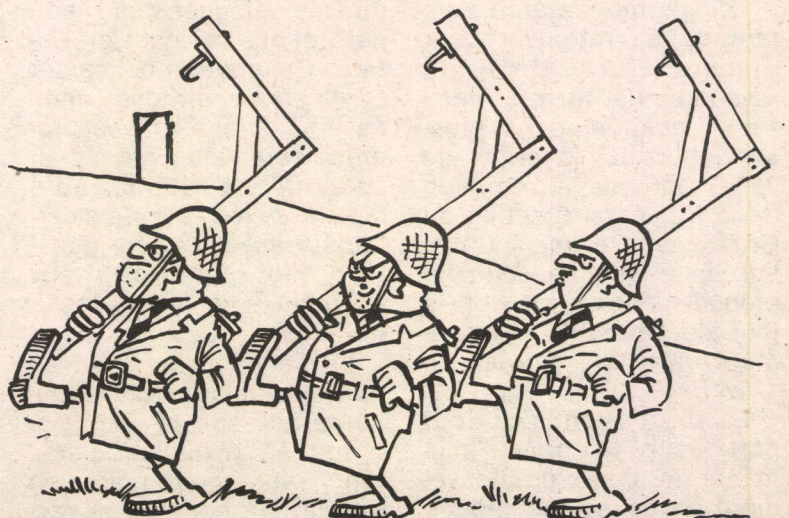
Mais, à supposer que Duarte cherche réellement à engager un « processus de paix », personne ne peut dire s'il se lance dans cette opération politique avec l'appui de toute l'armée et si ce qu'il négocie sera accepté. Le major d'Aubuisson en particulier, membre de la direction d'un parti d'extrême-droite et organisateur de commandos du style escadrons de la mort, responsables de nombreux assassinats d'opposants au régime, est l'exemple-type

de ces responsables militaires qui ont condamné cette négociation. Une partie de l'armée, sur laquelle s'appuie Duarte, affiche ouvertement ses sympathies d'extrême-droite. Elle a Duarte à l'œil. Et personne ne peut dire si ce que Duarte négocie sera accepté ou non par elle.

Les négociations peuvent durer longtemps et peuvent être à tout moment remises en cause.

Il n'en reste pas moins que la dictature et ses commanditaires américains sont contraints aujourd'hui de composer avec ceux qu'ils dénonçaient auparavant comme des bandits et des criminels. Et cela ne peut bien sûr que renforcer le crédit et l'influence dans la population des opposants armés de la dictature.

Gilbert MAQUIS



□ RENAULT

• Un plan « social »... sur le dos des travailleurs

Interrogé à l'émission le Grand Jury RTL-Le Monde dimanche 14 octobre, Hanon, P-DG de Renault, a modéré l'enthousiasme d'un journaliste qui trouvait « révolutionnaire » le plan social de la Régie : « On ne s'est pas offert un luxe social, mais la solution la plus économique ».

L'objectif fixé par Hanon est d'augmenter la productivité de 7 % par an. « Produire autant de voitures avec moins d'heures, voilà le problème », a-t-il déclaré. Sa préoccupation est donc de faire accepter aux travailleurs une nouvelle diminution des effectifs. Entre 1977 et 1984, ceux-ci ont déjà baissé de 11 000 ou 12 000 personnes.

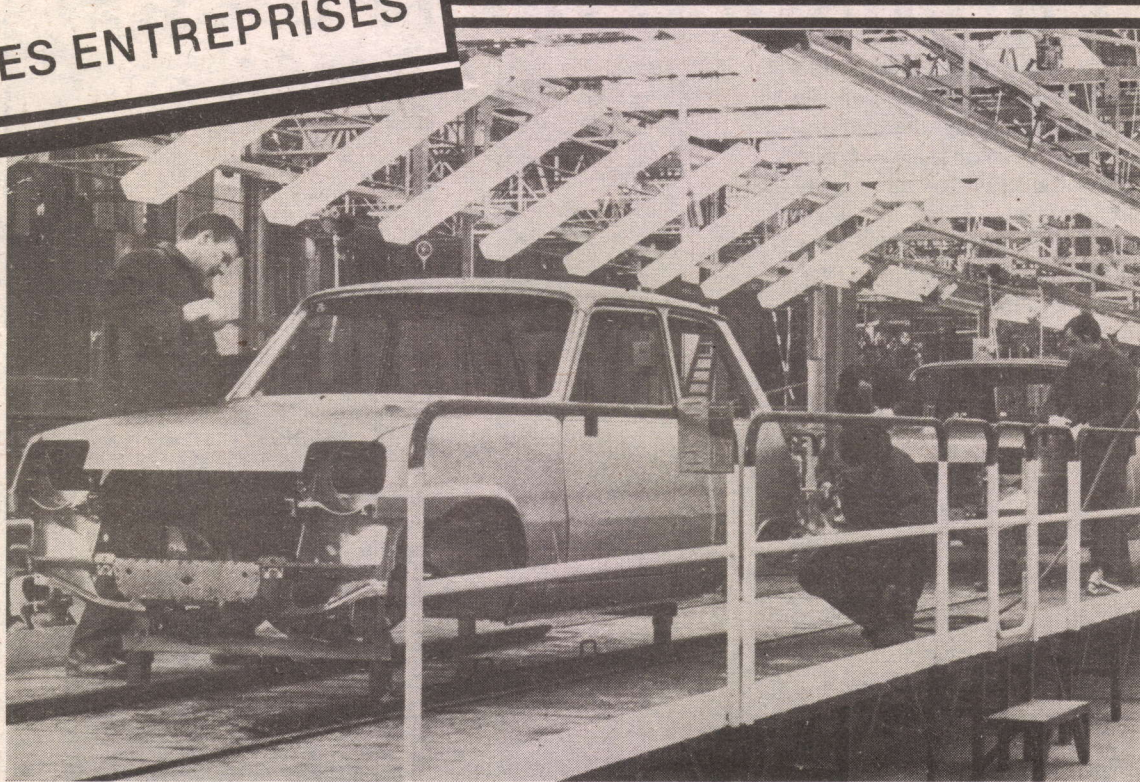
Mais cette fois, ceux qui voudront rester devront accepter les « reconversions » et la « mobilité ». Pour ceux qui en auraient douté, il a précisé que ce

n'est pas « Renault-Noël ». La formation concernerait 1 000 à 2 000 travailleurs, les crédits seraient pris en majeure partie sur le budget que Renault consacre habituellement à ce domaine. Donc, rien de très nouveau. Là où Hanon a mis les points sur les « i », c'est en ce qui concerne la mobilité : « S'il y a abus de refus des nouveaux métiers, des nouveaux lieux de travail et que les propositions sont sérieuses (et c'est naturellement la direction qui jugera du « sérieux » des propositions qu'elle fait aux travailleurs), le licenciement économique est alors évidemment envisageable ».

La menace est claire. Seulement le problème de Hanon, c'est de pouvoir la mettre à exécution. Ce qu'il craint, c'est la riposte des travailleurs, une « fracture sociale », comme il dit dans

son jargon. Et c'est probablement pourquoi il a préféré rester dans le vague sur les mesures concrètes. Il a préféré en réserver la primeur aux syndicats, a-t-il dit, avec lesquels il entamait une négociation le lendemain.

Instruit par les conflits de Talbot et Citroën, Hanon est prudent et il espère que les négociations avec les syndicats lui permettront de faire passer en douceur sa politique. Jean SANDAY



• A CKD Grand-Couronne, les participants aux piquets ont fait le bilan de la grève

A l'usine Renault CKD de Grand-Couronne la grève au début du mois d'octobre a duré 4 jours et deux nuits. (LO n° 853 et 854). Les militants du syndicat Démocratie Ouvrière ont proposé à tous les travailleurs qui ont tenu les piquets de grève du début à la fin, de se réunir sur le crédit d'heures annuel dont dispose chaque syndicat, afin de tirer les leçons de la grève. L'idée a plu et, le mardi 9 octobre, deux réunions se sont tenues, regroupant en tout 75 personnes, soit la quasi-totalité des participants à la grève. Deux responsables CGT ne sont pas venus, mais plusieurs militants et syndiqués CGT étaient présents.

Tout le monde était content de se retrouver pour discuter. Les résultats revendicatifs ont été jugés assez positifs, sans plus. En dehors de la prime de 320 F obtenue à l'échelon de la Régie, la direction du CKD a enlevé une journée sur la cinquième semaine bloquée entre Noël et le jour de l'an. Elle a également payé une journée de grève.

La discussion a surtout porté sur la grève elle-même. Au cours du mouvement, nous avons bloqué les camions qui alimentent l'usine en pièces. Cette idée, déjà mise en pratique

par les grévistes de l'usine CKD de Sotteville, avait été reprise avec enthousiasme à celle de Grand-Couronne. Tout le monde a approuvé ce blocage des camions, qui gênait la direction sans bloquer les travailleurs qui ne souhaitaient pas faire grève totalement. Seul un travailleur a estimé qu'il aurait fallu empêcher l'entrée du personnel, « pour mettre les gens devant leurs responsabilités ».

Le dernier jour de grève a été très commenté. Ce jour-là, nous avons élu 9 camarades pour négocier avec la direction. Celle-ci a refusé de discuter avec eux. Chacun a compris que la direction préférerait ne reconnaître que les délégués des syndicats, et pas ceux des grévistes. Beaucoup pensaient qu'il serait difficile dans l'avenir d'imposer ses propres délégués, même si cela serait souhaitable dans tous les cas. Mais certains y voyaient une question de principe, sur laquelle il ne faudrait pas transiger.

La décision de lever les barrages pendant une demi-heure, durant la négociation, a été beaucoup discutée, sans que nous en tirions une conclusion précise. Tous les grévistes présents avaient voté pour, sauf sept contre. « La levée

du barrage, c'était un piège », s'est exclamé un travailleur. Certes, la direction en a profité pour faire rentrer une quarantaine de camions, mais bien des grévistes souhaitaient aussi qu'une négociation ait lieu.

Un camarade de Sotteville a déploré le manque de liaison entre les grévistes des deux usines. Un syndiqué CGT a regretté qu'aucun communiqué n'ait été envoyé à la presse.

Bref, tout le monde a eu à cœur de faire le point à chaud, pour préparer le prochain mouvement dans les meilleures conditions. A la fin des deux réunions, un texte de tract des piquets de grève s'adressant à l'ensemble du personnel a été adopté par soixante-douze personnes, deux s'abstenant et une votant contre.

Tous les présents étaient particulièrement satisfaits du caractère démocratique de la grève. Le tract adopté, et diffusé le lendemain, concluait dans ce sens : « L'essentiel est que nous ayons pris les décisions ensemble, et que nous ayons pu mener notre mouvement jusqu'où nous l'avons décidé. »

Il serait bon que cela devienne une habitude et qu'on s'en rappelle pour l'avenir ».

Correspondant LO

□ CYCLES PEUGEOT (Montbéliard)

Attention aux retours de coups de balais !

Depuis des mois, la direction des Cycles a formé une équipe de nettoyage avec des travailleuses et travailleurs soi-disant en sureffectif. Une centaine environ ont donc été retirés des ateliers de production pour être mis à l'écart, occupés à divers travaux d'entretien, alors qu'en production les cadences n'ont cessé d'augmenter. Mais si au début, à l'équipe de nettoyage, il y avait une ambiance plutôt morose, chacun se considérant comme un futur licencié, déjà mis à l'écart, il semble que l'ambiance change.

Vendredi 12, l'équipe de nettoyage est allée interpellier les directeurs des Cycles réunis à l'occasion d'un Comité central d'entreprise. Bien sûr, nous n'avons pas été accueillis à bras ouverts. Les deux gringalets gardiens de la direction bouchaient l'entrée. Nous leur avons conseillé, gentiment mais fermement, de se pousser pour nous laisser entrer. Et nous nous sommes trouvés en face de la plus belle brochette de hauts salaires des Cycles. Nous leur avons fait entendre nos revendications : une paie décente, car nous sommes actuellement au SMIC,

et notre réintégration dans les ateliers sans licenciements. Le directeur, nerveux, fumait cigare sur cigare et a fini par lâcher qu'il y aura des licenciements et des départs FNE en 1985. Nous n'attendions pas des miracles de cette visite et étions contents d'avoir pu leur dire en face ce que nous pensons. Lundi matin, après nous être rassemblés, nous avons décidé d'aller manifester dans les ateliers. A plusieurs dizaines, nous avons aussitôt fabriqué des pancartes sur lesquelles nous avons marqué : « La paie entière ! », « 3.400 F c'est la misère, 3.800 F c'est pas mieux, nous avons tous besoin de rallonge », « Aujourd'hui c'est nous, demain c'est tous : pas de licenciements ! ». Et nous avons sillonné l'usine en rencontrant un bon accueil. L'idée de chercher à ne pas rester isolés dans notre coin fait son chemin parmi nous. Si en mars dernier la direction avait pu faire passer 55 licenciements sans trop de remous, il n'est pas dit que, cette fois, ses mauvais coups ne se retournent pas contre elle...

Correspondant LO

□ SUCRERIE D'AISEREY (Dijon)

Accident mortel

Vendredi 12 octobre, à la sucrerie d'Aiserey dans la banlieue dijonnaise, un technicien est mort, écrasé par un transporteur-élévateur de betteraves.

En effet la saison des betteraves vient de commencer et, pendant 3 ou 4 mois, c'est à un rythme d'enfer qu'il faut travailler.

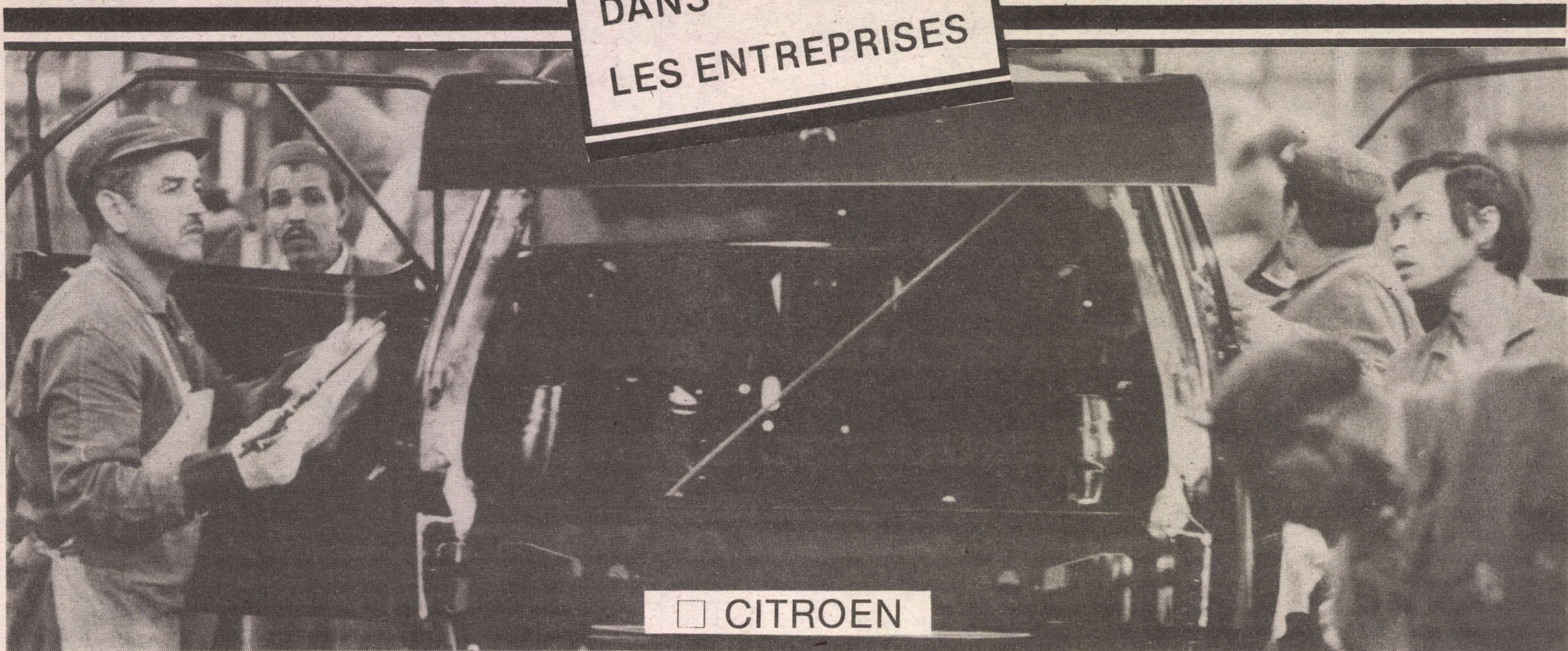
24 heures sur 24, samedis et dimanches, l'usine ne doit pas s'arrêter. Lorsqu'une panne survient, c'est tout juste s'il ne faudrait pas réparer les machines en fonctionnement. Les

principaux organes mécaniques ou électriques sont prévus en double et, dès que ça tombe en panne, il faut immédiatement les remplacer pour ne pas arrêter l'usine.

Dans le cas de ce technicien, il était là pour surveiller la mise en route d'une toute nouvelle machine avec des vis sans fin, des godets, qui servent à monter les betteraves.

Il travaillait seul, dans un sous-sol. Il a vraisemblablement glissé sur un sol rendu glissant par le jus de betterave, la terre et l'eau.

DANS
LES ENTREPRISES



Les licenciés ne baissent pas les bras

Les 1 900 travailleurs « mis en formation » par Citroën vivent actuellement avec 70 % de leur salaire, c'est-à-dire en moyenne 3.500 F par mois. Et ce jusqu'en juin 1985, date à laquelle ils seront définitivement licenciés. La formation promise par le gouvernement et la direction n'a pas commencé. Personne ne sait ce qu'elle sera, quand elle commencera, où elle se fera...

Aujourd'hui, plusieurs centaines de travailleurs licenciés continuent à se réunir et à se battre pour exiger leurs droits. Au retour de vacances, les premières réactions furent une profonde colère des licenciés. Mais beaucoup étaient encore en vacances et le lien était difficile avec les ouvriers au travail. Après des manifestations devant l'usine d'Aulnay, la CGT proposait, début septembre, des réunions de licenciés par département. Aucune action n'était proposée et il y avait de moins en moins de monde à ces réunions. C'était soit la démoralisation, soit la colère rentrée. Le fait que les licenciés étaient séparés par département les empêchait de se rendre compte de leurs possibilités réelles et contribuait à démoraliser.

C'est alors que la CGT a relancé le mouvement, à la fois parce que les licenciés eux-mêmes voulaient faire quelque chose et poussaient la CGT, et aussi parce que les militants de l'intérieur des usines Citroën ne pouvaient pas donner l'impression de laisser tomber les licenciés. Toujours est-il que le 19 septembre une bonne centaine de travailleurs licenciés, venus de plusieurs usines et prévenus de bouche à oreille, et des responsables de la CGT d'Aulnay envahissaient le « centre d'accueil des licenciés » et s'emparaient des dossiers les concernant.

Ce coup d'éclat redonna le moral. Le lendemain plus de 300 licenciés manifestaient devant le siège social de Citroën à Neuilly. Là, sous la pression des manifestants venus de l'ensemble des usines et qui disaient « Tous

ensemble ! », la CGT a convoqué une assemblée générale de tous les licenciés, à la Bourse du Travail de Gennevilliers, pour le lundi 24 septembre.

A cette réunion il y avait de 700 à 800 travailleurs licenciés. Les responsables CGT, venus également en nombre, étaient surpris de la mobilisation. C'est à ce moment-là que le mouvement était le plus fort. Les travailleurs réclamaient un pas supplémentaire, une action, c'est-à-dire, pour un bon nombre, une occupation d'usine. La CGT ne prit pas position sur l'occupation, mais elle reconvoqua tout le monde le jeudi suivant devant l'usine de Levallois à 14 heures, laissant les licenciés croire qu'il s'agissait d'une action en direction de l'usine. En fait, devant l'usine de Levallois, le jeudi, alors que les travailleurs de l'équipe allaient sortir, la CGT mit tout son poids dans la balance pour entraîner les 600 à 700 travailleurs rassemblés vers le centre d'accueil, à 500 mètres de là. Traînant la jambe, car ils auraient voulu attendre la sortie de l'équipe, les manifestants ont suivi quand même. Arrivés devant le centre d'accueil, la CGT a proposé l'occupation... du centre. Les licenciés ont refusé d'occuper des bureaux vides et beaucoup étaient déçus et en colère contre cette proposition bidon.

A l'assemblée générale convoquée le 1^{er} octobre, la CGT, loin de les entraîner, a fait des propositions en deçà de ce que voulaient et pouvaient les travailleurs. C'est du moins ce qu'ont ressenti beaucoup de licenciés. En fait, les perspectives, les difficultés et les possibilités du mouvement n'ayant jamais été discutées ouvertement et complètement devant tout le monde, les décisions étant prises en petit comité ; personne ne savait vraiment jusqu'où les licenciés étaient prêts à aller, ni quelle serait la réaction des autres travailleurs de Citroën, pas plus la CGT que les travailleurs licenciés eux-mêmes. Cela, la CGT ne cherchait pas à le savoir, se conten-

tant d'osciller entre des actions commandos étroitement contrôlées, qui redonnaient de l'espoir aux travailleurs, et des reculs devant les difficultés, réelles, quand il y avait du monde.

La déception était grande. Il n'y avait plus que 350 personnes, c'est-à-dire moitié moins, à l'assemblée générale du 1^{er} octobre. La CGT se déclarait alors prête à une occupation d'usine, précisant qu'il fallait la préparer en discutant avec les « gars de l'intérieur ». Elle proposait donc aux licenciés de se rendre devant leurs usines respectives pour discuter avec leurs camarades. Mais c'était sans y croire, car aucun rendez-vous n'était pris pour la suite, aucune organisation mise sur pied. On se retrouvait donc dans la situation d'avant, chacun dans son coin.

Depuis, l'UD CGT du 92 a réuni les seuls licenciés du département et organisé l'occupation de l'usine de Nanterre. Occupation symbolique, car elle n'a duré que 12 heures, et le choix même de l'usine de Nanterre, usine sur le point de fermer, mais où se tient la formation, était un symbole. Mais l'organisation militaire de l'occupation, son efficacité, la participation de plusieurs centaines de licenciés, a redonné du tonus aux travailleurs.

Ainsi, la CGT a soufflé alternativement le chaud et le froid. Son objectif avoué est « d'obliger PSA à ouvrir de véritables négociations ». En fait, tout se passe comme si elle cherchait à entretenir le mouvement, sans toutefois aller au bout de ses possibilités, et surtout en décidant, elle et elle seule, de ce qu'il convient de faire. C'est la CGT qui commande, dans le cadre de sa politique générale ; ce n'est ni l'intérêt, ni la volonté des travailleurs.

Cela dit, les licenciés de Citroën sont toujours prêts à se battre et l'idée d'occuper une usine ne leur est pas sortie de la tête. Malgré ce que voulaient la direction Citroën et le gouvernement, le conflit n'est pas enterré.

Correspondant LQ

Nouvelle carrière pour la maîtrise : agent double

« Zéro panne, zéro défaut, zéro stock », c'est sous ce slogan ambitieux du triple zéro, dans le cadre d'un plan appelé pompeusement le « plan Mercure », que la direction Citroën a décidé de se lancer dans la réorganisation de la production. Ce plan, si on en croit la presse de la direction, devrait contribuer à « instaurer un bon climat dans les unités de production et aider à améliorer la production ». Il y est question « d'enrichissement des tâches », de « motivation de l'ensemble du personnel ».

Parallèlement, dans son plan, la direction Citroën, après la vague des 1 950 licenciements d'OS, se prépare à opérer des coupes sombres dans la petite maîtrise. Il est question de tasser la hiérarchie. Citroën a trop de chefs et se dispose à réduire les échelons hiérarchiques : là où il y a actuellement 5 catégories de chefs au-dessus de l'ouvrier, il ne devrait plus y en avoir que trois : agent de maîtrise N° 1, agent de maîtrise N° 2 et chef de secteur.

A moins d'ouvriers, il faut moins de chefs, et c'est la valse des combinaisons oranges des régleurs et des costards des chefs d'ateliers qui se prépare.

La direction fait bien sûr miroiter un « plan de carrière »

bien plus ouvert aux chefs qui accepteraient de s'en donner les moyens », c'est-à-dire prêts à partir en formation. Elle précise aussi que « les agents de maîtrise qui, parce qu'ils n'en ont pas tout à fait le goût ou pas tout à fait les compétences, ne pourraient pas évoluer dans ces nouvelles structures de maîtrise, pourront évoluer dans d'autres filières techniques ». En clair, elle leur propose de remplacer à la production les OS qui ont été licenciés. Quand la production sera robotisée, ils pourront, si le cœur leur en dit, s'occuper du fonctionnement de toute une ligne de fabrication ; à eux tout seuls, ils pourront abattre le travail que faisaient 40 ou 50 OS en chaîne. La promotion, quoi ! Balayeur, mais balayeur de luxe ! Et en prime ils auront la mobilité ! Car il paraît que c'est aussi un « enrichissement ».

Le patron escompte aussi que son plan contribue à maintenir un bon climat dans l'entreprise et qu'avec les chefs aux manivelles, il aura « zéro conflit ».

Mais sait-on jamais ? La petite maîtrise Citroën pourrait s'enrichir vraiment grâce à la politique patronale et découvrir qu'elle fait partie de la classe ouvrière, de ces ouvriers qu'on exploite et qu'on jette après usage, tout comme les OS.

Accident grave à Aulnay :

la direction responsable

Le 12 octobre, au parc à voitures, un contrôleur a été gravement accidenté. Au moment où il arrêta une voiture qui allait être chargée sur un wagon, il a été renversé par la voiture suivante. Blessé à la tête, inanimé, il a été emmené par le SAMU vers un hôpital parisien.

C'était la nuit. Avec le mauvais temps, le contrôleur n'était semble-t-il pas visible. Car l'endroit où l'on charge les

wagons est très mal éclairé.

C'est parce qu'il faudrait travailler à un rythme de fou, charger à toute vitesse, qu'il fasse jour, qu'il fasse nuit, qu'un travailleur est gravement accidenté.

L'usine d'Aulnay est une usine moderne, mais un ouvrier père de famille est actuellement entre la vie et la mort, parce que les conditions de travail y sont toujours celles d'un autre âge.

IL Y A 40 ANS, EN
OCTOBRE 1944...

LES OCCUPANTS ALLEMAN ET LES OCCUPANTS

Le 12 octobre 1944, il y a quarante ans, les troupes d'occupation allemandes évacuaient Athènes. C'était la « libération » du pays, au terme de plus de trois ans d'une occupation aux épisodes atroces : exécutions sommaires, villages rasés et incendiés. La résistance acharnée de la population ouvrière et surtout paysanne aux envahisseurs avait excité les représailles.

En 1943, les forces alliées anglo-américaines avaient envisagé un débarquement en Grèce. C'était surtout le vœu de l'Angleterre, qui considérait depuis longtemps, économiquement et politiquement, la Grèce comme une de ses chasses gardées. Mais le projet n'avait pas été retenu, et le peuple grec se libéra lui-même, par ses propres forces, des occupants nazis.

Le 12 octobre 1944, les armées allemandes défaites partaient donc. Mais d'autres troupes étrangères arrivaient, des troupes dites de « libérateurs » britanniques, débarquées trois jours après le départ des Allemands.

A vrai dire, une nouvelle occupation commençait. En accord avec Staline, l'impérialisme britannique puis, prenant son relais, l'impérialisme américain, avaient décidé de rétablir et maintenir leur ordre sur la Grèce : un gouvernement à leur totale dévotion, quitte pour ce faire à livrer une guerre ouverte à la Résistance dirigée par le Parti Communiste (Résistance dont la direction était pourtant reconnue de façon incontestée par l'écrasante majorité de la population).

La guerre livrée au peuple grec et au Parti Communiste, par l'impérialisme anglo-américain dura plusieurs années, de 1942-1943 à 1949. Personne ne fit jamais grande publicité à ce dramatique épisode de la Seconde Guerre mondiale, ni les impérialistes évidemment, ni surtout les staliniens, ceux d'URSS comme ceux des autres pays. Ce fut le black-out.

Certains historiens évoquent aujourd'hui « la guerre civile grecque », ou « les guerres civiles grecques ».

Durant sept ans, en effet, des Grecs se sont entre-tués. Mais leurs guerres successives eurent pour réels co-organisateurs Churchill, Staline, puis Truman.

Et si un petit peuple a tragiquement subi la politique de partage du monde entre les Grands, non seulement au mépris des aspirations populaires mais contre elles, jusques et y compris par l'emploi des armes, c'est bien le peuple grec.

L'ORGANISATION DE LA « RESISTANCE » GRECQUE : LE PARTI COMMUNISTE GAGNE UN POIDS HEGEMONIQUE ET UN ROLE DIRIGEANT INCONTESTE

Le drame grec commença dans les années 1943-1944, pendant la résistance à l'occupant allemand.

L'extrême dureté de l'occupation donna naissance à un mouvement de résistance fortement implanté dans les campagnes et dans les villes, déterminé. Il prit la forme d'un mouvement de masse dès le début de 1942. De tous les pays occupés d'Europe, seules la Grèce et la Yougoslavie connurent un mouvement de résistance qui prenait ce caractère de soulèvement général du peuple, d'affrontement militaire avec l'occupant allemand, sous la direction du Parti Communiste.

Dès septembre 1941, le PC créa autour de lui, avec d'autres petits partis, le Front National de Libération (l'EAM) et ensuite, sous la direction de ce dernier, une Armée de Libération du Peuple (l'ELAS), qui prirent rapidement le contrôle presque total du pays. Un agent britannique, parachuté en Grèce avec pour principal objectif de démanteler politiquement l'EAM,

devait avouer que, « après s'être assuré le contrôle de presque tout le pays à l'exception des grandes voies de communications utilisées par les Allemands, l'EAM-ELAS lui avaient donné un certain nombre de choses qu'il n'avait jamais connues. Les communications dans les montagnes, en sans-fil ou par téléphone, n'avaient jamais et n'ont jamais été aussi bonnes. L'EAM-ELAS allait jusqu'à réparer et utiliser les grandes routes (...). Pour la première fois, les bienfaits de la civilisation et de la culture pénétrèrent petit à petit dans les montagnes. Des écoles, des gouvernements locaux, des cours de justice et des services publics, que la guerre avait interrompus, se remirent à fonctionner. On vit démarrer des théâtres, des usines, des assemblées parlementaires. Une vie commune s'organisa, qui remplaça l'individualisme traditionnel du paysan grec. (...) L'EAM-ELAS jeta les bases de quelque chose que les gouvernements de la Grèce avaient négligé : un Etat

organisé dans les montagnes grecques » (C.M. Woodhouse : *The Apple of discord*).

Cette politique du PC stalinien grec — la participation à un Front National contre l'occupant allemand — était dans la ligne de l'accord tacite entre les « Alliés », anglo-américains et russes, pour leur combat contre l'Allemagne hitlérienne. Le Parti Communiste Grec se disait légaliste, « démocratique », partisan de l'union et de l'entente avec d'autres forces démocratiques bourgeoises pour former un futur gouvernement d'après-guerre. Il ne se revendiquait aucunement de la révolution dans son programme. Mais qui savait quelle confiance on pouvait lui faire ? Et puis il y avait sa base sociale, une paysannerie qui avait les armes, une classe ouvrière combative dans les villes. Alors les Britanniques, qui étaient spécialement attentifs à garder la haute main sur la Grèce et la région, s'inquiétaient du poids que prenait le PC dans la Résistance.

LA PREMIERE « GUERRE CIVILE GRECQUE »... ENCOURAGÉE SI CE N'EST FOMENTÉE PAR LES BRITANNIQUES

Les Anglais avaient commencé par financer et aider militairement la Résistance communiste grecque, lui avaient parachuté des armes. Dès 1943 cependant, ils commencèrent à chercher au contraire à lui faire pièce, à réduire son influence. D'une part en lui coupant les vivres, sur le plan financier et militaire ; mais bien plus, en finançant contre l'EAM-ELAS de petits groupes de résistants concurrents, entre autres l'EDES du capitaine Zervas, dont l'implantation était réduite et locale.

Certes, il n'y avait pas eu besoin

des Anglais, au départ, pour que certains comptes entre groupes de résistants rivaux se règlent par les armes. Mais la force et l'hégémonie grandissantes de l'ELAS avaient plutôt phagocyté, attiré et intégré les concurrents. La politique anglaise relança les luttes meurtrières et leur donna une férocité nouvelle. Le PC réagit évidemment, ses groupes de résistance aussi, d'où des combats âpres, aux épisodes parfois atroces d'un côté comme de l'autre.

Ce fut donc cela, la « première guerre civile grecque », si ce n'est

fomentée, du moins sérieusement exacerbée par les Britanniques qui fournissaient largement en armes et en consignes de n'accepter aucun compromis les adversaires de l'ELAS.

Les Anglais, cependant, ne parvinrent pas à leurs fins. La Résistance dirigée par le PC gardait sa force et sa place. En 1943, le pays tout entier, à l'exception des villes était sous le contrôle des partisans de l'ELAS qui avaient déjà mis en place une sérieuse ébauche de pouvoir populaire.

L'OFFENSIVE POLITIQUE DES BRITANNIQUES, L'ACCORD DE STALINE... ET LA CAPITULATION DU PC

Dès 1942-1943 les Anglais avaient tenté de regrouper en exil, en Egypte, tout un ramassis de vieux politiciens grecs, hais du peuple quand ils n'en étaient pas oubliés, dans le but de créer autour de l'ex-roi le noyau d'un futur gouvernement. Ainsi tandis que le PC, dans la Résistance, forgeait pour l'après-guerre un futur appareil d'Etat, l'Angleterre s'y employait de son côté : avec quelques difficultés, car personne ne voulait plus du roi, même Zervas au départ, que ses amis anglais eurent du mal à convaincre.

Et les Britanniques, en 1943, se trouvaient dans une situation fort délicate. Leur projet de débarquement allié en Grèce ayant été repoussé par Roosevelt et Staline, la Résistance intérieure grecque était la seule force à tenir le front contre les Allemands. Les intérêts généraux alliés auraient consisté à l'aider et à lui permettre de vaincre. Mais d'un autre côté, la puissance politique du Parti Communiste était intolérable aux Anglais, trop inquiétante à leurs yeux pour l'après-guerre.

Alors, à la mi-1943, Churchill prenait directement les affaires grecques en main, dans le but avoué de réduire les communistes. Déjà il envisageait explicitement un débarquement futur des troupes britanniques en Grèce, et implicitement leur affrontement avec les forces communistes.

Il écrivait, le 29 septembre 1943 : « Au cas où les Allemands quitteraient la Grèce, nous devons être en mesure d'envoyer à Athènes 5 000 soldats britanniques, avec blindés et fusils-mitrailleurs. (...) Les troupes grecques qui se trouvent en Egypte les accompagneraient. (...) Ils auraient pour mission de soutenir, après sa restauration, le gouvernement légitime de la Grèce. Les Grecs ne pourraient pas savoir combien de renforts seraient susceptibles de suivre ».

Au début de 1944, la guerre touchait à sa fin, et les Britanniques n'avaient pas réalisé leur principal objectif : la réduction de l'influence communiste.

Malgré les atrocités allemandes, la population tenait toujours le coup. La victoire, la libération et une nouvelle Grèce démocratique nourrissaient la combativité.

C'est sur le terrain politique que

le PC allait d'abord capituler, malgré sa force militaire.

Le 10 mars 1944, un Comité politique de libération nationale (PEEA) était créé par l'EAM dans le but d'organiser et de diriger la lutte pour la libération nationale, d'administrer les régions déjà libérées et d'assurer la souveraineté du peuple dans tout le pays. Ce Comité comprenait un nombre considérable de non-communistes, aisément ralliés. Et la légitimité populaire était à ce point acquise à l'EAM qu'il put se payer le luxe, en pleine occupation militaire allemande, d'organiser dans tout le pays des élections clandestines à bulletin secret, le 9 avril 1944. Les représentants élus se constituèrent en Assemblée nationale, dans un village du sud du pays. Ils avaient récupéré en leur faveur plus d'un million de votes et formaient un gouvernement représentatif de la Grèce. C'était un défi on ne peut plus net à l'autorité future du gouvernement en exil formé péniblement par les Anglais. Pour le peuple, c'était une façon de dire sa haine de la monarchie.

Cela dit, le Comité politique de libération nationale continuait de demander l'établissement d'un gouvernement de coalition nationale, sur lequel il se disait prêt à négocier. Et les marchandages commencèrent en effet, sur la composition du gouvernement futur.

Tandis que le PC se déclarait prêt à discuter de tout, même avec l'homme des Anglais, Tsoudéros à l'époque, remplacé peu après par Papandréou, Churchill, lui, n'était prêt à aucun compromis. Il déclarait en avril : « La Grèce ne saurait être constitutionnellement représentée par des bandes de guérilleros, qu'il est souvent impossible de distinguer de bandits, et qui se déguisent en sauveurs du pays alors qu'ils vivent sur le villageois ».

Après d'interminables palabres et conflits, le Parti Communiste Grec allait finalement céder, accepter pour l'après-guerre de participer à un gouvernement dit d'Union Nationale où il n'aurait ni la direction, ni la majorité. Ce gouvernement serait formé par Papandréou, le nouvel homme des Anglais, qui momentanément avaient abandonné leur volonté de ramener immédiatement le roi.

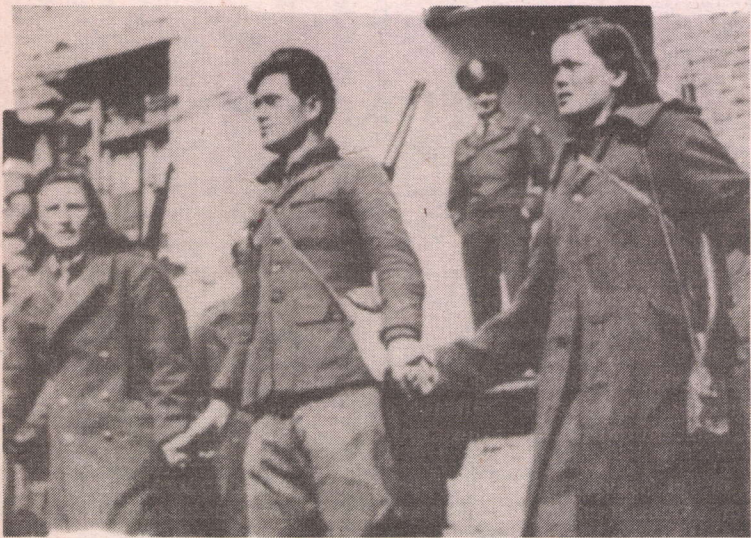
L'AVENIR POLITIQUE DE LA GRECE... REGLE ENTRE CHURCHILL ET STALINE

Et là encore, l'issue de la bagarre politique ne s'était pas jouée en Grèce — là où, de fait et sans conteste, le PC contrôlait le pays. Elle s'était réglée entre les Grands. En mai-juin 1944 déjà Staline et Churchill s'entendaient officiellement sur ce qu'ils appelaient le « partage des responsabilités ». Le 18 mai, Eden, ministre des Affaires étrangères britannique, proposait à l'ambassadeur soviétique le rattachement de la Roumanie à la sphère d'influence russe, tandis que la Grande-Bretagne conserverait la Grèce. Le président américain donna son accord. Et en octobre 1944, à la

conférence de Moscou entre Staline et Churchill, le partage des Balkans fut officiellement ratifié.

Ainsi, dès juin-juillet 1944, Churchill était assuré que Staline le laisserait maître de la situation. Mais il continuait à se méfier du PC grec et, prudent, il prévenait ainsi ses chefs d'état-major : « Il est possible que dans un mois environ nous devions faire entrer dans Athènes 10 000 ou 12 000 hommes avec quelques canons et blindés. (...) On pourrait embarquer ces troupes maintenant, ce qui leur permettrait sans doute d'arriver à temps en prévision de la crise politique qui revêt une importance

DS EVACUAIENT ATHENES ANGLAIS DEBARQUAIENT



extrême aux yeux du gouvernement de Sa Majesté ». Le 26 juillet 1944, une mission soviétique était parachutée en Grèce pour transmettre les consignes au PC. Et trois jours après, c'était le renon-

cement de l'EAM à toute majorité dans le futur gouvernement, que nous avons évoqué précédemment.

Par les Accords de Caserte, passés en septembre 1944, les com-

munistes acceptèrent non seulement que les forces de l'ELAS passent sous le contrôle militaire des Alliés (c'est-à-dire des Britanniques), mais ils autorisèrent aussi le futur débarquement de troupes britanniques après le retrait des forces allemandes. L'ELAS était placée directement sous le commandement du général anglais Scobie.

Le 12 octobre 1944, les Allemands évacuaient Athènes. Et trois jours après, sans traîner, les troupes britanniques y faisaient leur entrée, accueillies dans un immense élan d'enthousiasme. Quelques jours auparavant, le PC avait publié un *Appel au peuple grec* qui se terminait ainsi : « Vous allez maintenant vous faire les artisans de l'ordre public et des libertés démocratiques. Patriotes, unissez-vous pour achever, avec l'ELAS et nos Alliés, la libération de la Grèce, sous la direction d'un gouvernement d'unité nationale ».

Les troupes britanniques faisaient respecter leur ordre dans le sang, dans la zone qui leur était

réservée, tandis que Staline laissait massacrer les communistes grecs sans dire un mot.

L'IMPERIALISME VEUT L'ANEANTISSEMENT DU PC GREC

Et pourtant, ce n'était pas encore fini. Restait à venir le troisième épisode de la prétendue « guerre civile grecque », le dernier puisqu'à son terme, en août 1949, le PC devait être totalement anéanti.

Les accords de Varkiza furent en gros respectés du côté communiste. Des monceaux d'armes diverses furent rendus à l'adversaire. Mais un certain nombre de groupes de l'ELAS, dont un « kapétanios » légendaire, Arès Vélouchiotis, qui finira par se suicider, refusèrent alors de déposer les armes et regagnèrent les montagnes qu'ils connaissaient si bien. Devant la recrudescence de la terreur blanche contre les communistes, de plus en plus de combattants de l'ELAS reprirent le maquis. Les extrémistes de droite constituaient le gros des forces de sécurité et, loin d'avoir été épurées, elles avaient été grossies par une multitude d'organisations qui agissaient à titre « privé ». En février et juillet 1945, quelque 20 000 militants communistes ou de gauche avaient été arrêtés, plus de 500 assassinés, et près de 3 000 condamnés à mort. Par ailleurs, près de 50 000 personnes étaient poursuivies en justice pour leur activité avec l'EAM-ELAS, malgré les promesses anglaises d'armistice.

En juin 1945, le nouveau secrétaire général du PC, Zachariades, de retour de camp de concentration en Allemagne, se chargea à son tour de faire appliquer la ligne de Staline. Sa servilité à l'égard de ce dernier se manifesta par son acceptation de l'intégration de la Grèce dans le bloc occidental. Le mouvement communiste, ouvrier en particulier, avait pourtant encore de la force : dès la fin de l'année 1945, des manifestations

monstres secouaient tous les jours la capitale et la domination de l'EAM sur les syndicats s'affermis-

sait. Il faut dire que tout se détériorait — si c'était encore possible — en Grèce : la misère, l'inflation. La situation économique était catastrophique, après toutes ces années de guerre ; la situation sociale était extrêmement tendue ; quant à la situation politique, c'était la débâcle. Les gouvernements grecs, sans aucun pouvoir réel, se succédaient. En fait, Londres exerçait directement le pouvoir en Grèce. Des élections organisées en 1946, auxquelles le PC refusa de participer, furent une réelle farce, de même que, peu après, un plébiscite en faveur du retour du roi... qui revint en effet.

Mais les Britanniques n'avaient que faire de la situation dramatique à tous égards de la Grèce. Ils étaient parvenus à leur fin, ou presque : la liquidation de l'influence communiste. Le PC, même s'il avait encore du poids, était de plus en plus isolé, déboussolé. La démoralisation gagnait les rangs de la population de gauche, tandis que la terreur blanche continuait de plus belle et que la droite reprenait du terrain.

C'est alors que le PC se décida à une offensive, à la reprise de la lutte armée, à ce qui fut la « troisième guerre civile grecque ». Elle dura de 1946 à 1949. Le PC y était quasiment acculé, et sa lutte devenait un combat désespéré, mené par une arrière-garde prête à tout plutôt que de capituler. Mais il était trop tard.

En février 1947, la Grande-Bretagne déclarait qu'elle ne pouvait plus aider la Grèce. Le PC définitivement réduit à l'impuissance, elle retirait ses billes du jeu et laissait la place aux USA.

AVEC LE RETOUR A LA « GUERRE FROIDE », LES USA PRENNENT LE RELAIS DES BRITANNIQUES

Les USA, qui avaient laissé faire les Anglais jusque-là, (en 1944 Roosevelt avait même exprimé sa stupeur devant l'offensive militaire britannique contre la Résistance de gauche) avaient désormais des raisons de chercher à imposer leur loi dans cette région du monde. C'était la sphère d'influence occidentale. Et, dans cette période de retour à l'hostilité entre les deux blocs, ils tenaient à y affermir leurs positions.

Le 12 mars 1947, avec la doctrine Truman officiellement affirmée, les USA s'embarquaient dans une nouvelle politique d'intervention impérialiste... et s'embarquaient en particulier pour la Grèce.

Dès la fin de 1947, tandis que le PC était interdit, d'énormes quantités de matériel arrivaient en Grèce et la mission militaire US prit en main la direction stratégique des opérations. Les effectifs de l'armée régulière grecque passèrent à 200 000 hommes. Des divisions spéciales furent entraînées à la lutte de contre-guérilla dans les montagnes. L'armée fut dotée d'armes modernes : artillerie, napalm, bombes, tanks et avions. Un réseau de communication moderne fut mis en chantier, routes, ponts, ports furent remis en état. Le terrorisme anticommuniste était désormais pratiqué de manière non plus artisanale mais légalisée : déplacements de popu-

lation dans les zones encore menacées par les forces démocratiques ; raids systématiques accompagnés de jugements et exécutions sommaires. L'United Press parlait même de « colonisation de la Grèce ».

Il fallut encore un an avant la réduction définitive de la guérilla. Ce fut fait en août 1949. Le Parti Communiste Grec avait acquis un rôle dirigeant incontesté dans la résistance, un poids et un crédit au moins aussi solides en Grèce que Tito en Yougoslavie. Il pouvait légitimement prétendre au pouvoir à la fin de la guerre, mais il s'inclina, jusqu'à se voir interdit en 1947, puis physiquement liquidé, jusqu'au dernier, en 1949. Un peu comme les républicains espagnols vaincus passèrent la frontière française en 1939, des dizaines de milliers de communistes grecs prirent la route de l'exil, clandestinement, sur les routes de montagnes qui les conduisirent dans les pays de l'Est limitrophes.

Jean SANDAY

Quelques livres : *La résistance grecque (1940-1944)* d'André Kédros, Ed. Robert Laffont. *La Grèce de l'indépendance aux colonels* de Constantin Tsoucalas, Petite collection Maspero. *Les Kapétanios, la guerre civile grecque de 1943 à 1949*, de Dominique Eudes, Ed. Fayard.

LA « LIBERATION » : UNE NOUVELLE OCCUPATION ETRANGERE

C'est alors que devait commencer la « deuxième guerre civile » grecque. Le Parti Communiste avait reculé, composé, mais il était loin d'être anéanti. Ses forces étaient intactes et Churchill ne voulait pas en rester là. Le 7 novembre 1944, il câblait à Eden : « A mon avis, vu le prix que nous avons payé à la Russie afin d'obtenir toute liberté d'action en Grèce, nous ne devons pas hésiter à utili-

ser des troupes britanniques pour soutenir Papandréou. Ceci implique qu'en cas de désordre, les troupes britanniques devraient certainement intervenir pour le réprimer. (...) J'espère que la brigade grecque va bientôt arriver et qu'elle n'hésitera pas à tirer si nécessaire. (...) Je m'attends à un affrontement avec l'EAM, et nous ne devons pas le refuser, à condition de bien choisir le terrain ».

Restait donc pour Churchill à trouver le terrain... Les Britanniques le préparèrent, déjà, en embauchant à leur service les militaires et policiers grecs qui avaient collaboré avec l'Allemagne. En novembre 1944, les ex-« bataillons de sécurité » pro-allemands furent reconvertis en « bataillons de la garde nationale », au nombre de 30, formés chacun de 500 hommes. Inutile de dire qu'ils étaient farouchement anti-communistes.

LA GUERRE OUVERTE COMMENCE EN DECEMBRE 44

La crise s'ouvrait le 3 décembre. A l'occasion d'une manifestation monstre à Athènes, en protestation contre la réhabilitation des anciens « collaborateurs », des coups de feu portaient. La fusillade de la foule désarmée fit 28 morts, plus d'une centaine de blessés, et surtout elle fut le signal de la lutte entre les forces communistes et les forces britanniques appuyées par et sur les quelques bataillons grecs qui leur étaient dévoués. Le PC appela à une grève générale, largement suivie, tandis que Scobie proclamait la loi martiale et intimait aux forces de l'ELAS d'évacuer Athènes sous deux jours. Churchill donnait pour consignes à Scobie : « N'hésitez pas à ouvrir le feu sur tout homme armé qui, à Athènes, s'attaque à l'autorité britannique ou à l'autorité grecque avec laquelle nous travaillons. Il serait bon, bien sûr, que notre commandement soit renforcé par l'autorité de quelque gouvernement grec. (...) Mais n'hésitez pas à agir comme si vous vous trouviez dans une ville conquise où se développe une rébellion locale. En ce qui concerne les bandes armées de l'ELAS, qui sont en train

de se rapprocher, vous devez certainement être en mesure, avec vos blindés, de leur donner une leçon qui fera réfléchir les autres. (...) Nous devons tenir et dominer Athènes. Sans effusion de sang si c'est possible (ce serait magnifique) ; en le faisant couler, si besoin en est ».

Si Churchill était décidé, les troupes de l'ELAS, tout en luttant les armes à la main, continuaient à chercher à négocier, à composer, dans la ligne fixée par Staline. Les combattants de l'ELAS reçurent des ordres précis de leur commandement d'éviter tout affrontement avec les Britanniques et de se cantonner dans la lutte contre les troupes grecques royalistes et la police. Par ailleurs, il n'y eut quasiment pas de tentative de renforcer les unités engagées à Athènes dans des combats désespérés par d'autres troupes de l'ELAS stationnées ailleurs. Des régiments entiers pourtant se trouvaient à quelques dizaines de kilomètres de la capitale mais se virent refuser l'autorisation de rejoindre les lieux du combat.

De telle sorte que le 10 décembre 1944, très sérieusement affai-

blis, les représentants de l'ELAS allaient réclamer à Scobie l'armistice... qu'il refusa car il avait pour consigne de n'accepter qu'une reddition sans condition. Churchill, certain qu'il n'avait rien à craindre de Staline, avait décidé de briser l'ELAS qu'il qualifia de « trotskyste » à la Chambre des communes, en guise de consolation et d'argument pour Staline !

Le jour de Noël, Churchill était en personne à Athènes. Une conférence fut organisée avec des délégués de tous les partis politiques grecs et de l'EAM, les autorités britanniques et même le colonel Popov, de la mission militaire soviétique qui avait séjourné tranquillement à l'hôtel Grande-Bretagne pendant toute la durée des combats, en grand uniforme paraît-il. L'hôtel abritait également le quartier général de Scobie. Churchill félicita Popov : « Staline, lui dit-il, « respecta fidèlement l'accord que nous avions passé en octobre et, au cours des longues semaines de combats contre les communistes dans les rues d'Athènes, il n'y eut pas un seul mot de reproche dans la Pravda ou les Izvestia ».

LE SUICIDE DU PARTI COMMUNISTE, SUR PRESSIONS ET INJONCTION DE MOSCOU

Cela dit, l'ELAS se montra dans un premier temps inflexible... Elle réclamait 50 % des sièges dans le gouvernement, dont le ministère de l'Intérieur. Et les combats reprirent jusqu'à ce que, la position de l'ELAS devenant militairement intenable à Athènes, ses troupes évacuent la ville, le 5 janvier 1945. Influence de Tito ? Ou espoir encore que l'URSS allait leur fournir une aide, alors que Staline venait de reconnaître officiellement le gouvernement de Papandréou ? Toujours est-il que les communistes durcirent leur position. Ils s'illustrèrent en particulier par des mesures punitives contre

les bandes de collaborateurs. Mais le rapport de forces était de moins en moins en leur faveur. Une certaine désaffection pour eux, et pour la gauche, gagnait les rangs de la petite bourgeoisie des villes. Ils étaient sur la défensive, de toute façon, puisque leur seule perspective politique était un compromis avec Churchill, qui n'en voulait pas.

Le 12 février 1945, des accords entre l'EAM, le gouvernement britannique et le nouvel homme des Anglais, successeur de Papandréou, étaient signés à Varkiza.

L'EAM cédait sur tous les plans : militairement, toutes les unités de

guérilleros devaient être dispersées ; l'ELAS devait rendre ses armes sous quinze jours ; et, sur le plan politique, l'EAM renonçait à être représentée au gouvernement, lequel s'engageait à organiser dans l'année un plébiscite sur la monarchie.

Les accords de Varkiza étaient signés au moment même où se tenait la conférence de Yalta. C'était comme un symbole, l'illustration, avec l'exemple tragique de la Grèce, d'une part de l'entente entre les Grands pour se partager les zones d'influence en Europe, d'autre part du respect de cette entente.

Gâchis des forces productives et régression sociale

En s'appuyant sur les statistiques de l'UNEDIC, *Le Monde* du mardi 16 octobre donne quelques chiffres qui illustrent les conséquences de la crise.

De 1975 à 1983, l'industrie a perdu 1.029.699 emplois. Bien sûr, de son côté, le secteur tertiaire en a créé 885.947 (commerce et services confondus). Mais les emplois créés ne sont pas du même type que ceux perdus et probablement d'une utilité moindre à la société.

Toutes les productions industrielles ne sont pas automatiquement utiles et il y en a même, ne serait-ce que les industries d'armement, dont le caractère nuisible n'est plus à démontrer. Mais parmi les industries qui périssent, il y a toutes celles dont l'utilité ne fait pas de doute non plus.

C'est ainsi que le bâtiment et les travaux publics perdent 300.262 emplois (alors qu'il y a des mallogés et que l'on manque d'installations collectives). L'industrie des biens de consommation courante perd 240.666 emplois, sans citer le textile qui diminue ses effectifs de 28,30 % et la sidérurgie de 36,40 %.

Par contre, des secteurs consacrés au luxe ou au superflu semblent emboucher. Les services récréatifs, par exemple, progressent de 22.052 ; les hôtels, cafés, restaurants de 90.505 ; le commerce non alimentaire spécialisé (c'est-à-dire de luxe) s'accroît de 47.728 ; et les services domestiques de 11.787 !

La production de ce qui est utile régresse, le nombre de chômeurs et de démunis augmente, le para-

sitisme social progresse. Et le mécanisme, loin de s'arrêter à l'état actuel, continue sur sa lancée. Toutes les grandes entreprises de ce pays, dans l'automobile, dans l'électronique, dans la construction mécanique, etc. ont engagé des plans de réduction d'effectifs.

Même si cela ne se traduit pas uniquement par des licenciements directs, lorsqu'il y a ce qu'on baptise pudiquement des « plans sociaux », c'est par centaines de milliers que des travailleurs vont encore dans des échéances proches être retirés de la production industrielle. Ils grossiront les rangs des chômeurs ou des retraités anticipés, ou encore iront dans les « stages parkings », quand ils ne seront pas renvoyés au sous-développement de leur pays d'origine.

SACILOR

Journée d'action

Vendredi 12 octobre, à Sacilor, les syndicats CGT, CFDT et CGC Sidestam appelaient à une journée d'action contre le nouveau « plan acier dix ».

Ce plan, dans les grandes lignes, avait été fixé le 29 mars par le gouvernement, pour prévoir 5 000 suppressions d'emplois sur Sacilor (sur un effectif de 9 000 personnes) et 10 000 au total sur l'ensemble de la société Unimétal, qui regroupe toute la production des produits longs.

Comme les départs en retraite anticipés ne suffisent plus, des milliers de sidérurgistes seront envoyés en stages de conversion, payés à 70 % de leur salaire pendant deux ans — sans garantie de retrouver un emploi ensuite.

Malgré les prises de parole faites dans les secteurs, et la quantité de tracts syndicaux diffusés aux portiers, la grève a été très peu suivie. La production a tourné pratiquement

comme d'habitude. 200 personnes au total se sont rassemblées le midi devant le siège d'Unimétal, à Rombas.

Après les coups de colère qui avaient suivi, en avril, l'annonce du nouveau plan sidérurgie, l'ambiance est aujourd'hui retombée et le climat est plutôt fataliste. Depuis 7 ans, les fermetures d'usines se succèdent dans la vallée de l'Orne comme dans le bassin de Longwy, et beaucoup disent : « C'est cuit ». Certains ont le sentiment d'avoir « marché pour rien » le 13 avril à Paris.

La direction a tout fait pour diviser les travailleurs en catégories. Les uns, ayant plus de 46 ans, partiront en départ anticipé et se considèrent comme sauvés. D'autres, à qui on a proposé une mutation — soit à Sollac, soit à la nouvelle coulée continue de Gandrange — attendent une promotion. La direction multiplie les offres de

mutation, y compris à l'extérieur du groupe. C'est ainsi que des travailleurs ont été envoyés à Fos, mais à peine arrivés ils ont appris que les installations allaient fermer ! Ce qui n'empêche pas qu'on propose aujourd'hui 200 mutations à Métal Escout.

Enfin, il y a ceux qui sont intéressés par la prime de départ volontaire et qui partiront directement, sans aller en stage de conversion, en « capitalisant » 60 % des indemnités qu'ils auraient perçues en deux ans, soit 8 à 12 millions de centimes.

Dans la plupart des secteurs, les compressions d'effectifs ont entraîné une dégradation générale des conditions de travail et les salaires ont pris un retard de 15 % sur les 27 derniers mois. Deux débrayages ont eu lieu dans les services d'entretien et des cahiers de revendication circulent un peu partout, à l'aciérie.

Correspondant LO

MASSEY-FERGUSON

(Marquette-les-Lille)

Toujours le chômage partiel total

Depuis maintenant quatre mois, l'usine Massey-Ferguson est fermée, 1 371 ouvriers, employés, techniciens et cadres sont en chômage partiel total. A ce jour, plus personne ne croit à la reprise d'activité de Massey-Ferguson. Le P-DG France a déclaré qu'il n'y aurait plus de fabrication de moissonneuses batteuses à Marquette. Toronto, siège de la multinationale, a choisi de passer un accord de sous-traitance avec une société danoise. Pour les cabines de tracteurs, c'est déjà une société en Italie qui produit pour Massey-Ferguson. Seul le secteur des ramasseuses-presses pourrait repartir sous l'égide d'une nouvelle société. 80 personnes reprendraient le travail. Dans deux autres bâtiments, deux sociétés de mécanique viendraient s'installer et, dans le meilleur cas, environ 150 travailleurs auront du travail. Mais, pour le moment, personne ne sait dans quelles conditions.

Alors la grosse majorité des travailleurs attendent le 10 décembre, date à laquelle devra se tenir une réunion décisive en préfecture. Le P-DG devrait nous dire la vérité... c'est-à-dire des centaines de licenciements. En attendant, nous sommes entre 150 et 250 à nous réunir chaque semaine dans l'usine. L'intersyndicale

CGT-CFDT-FO fait le point de la situation et informe les ouvriers des différentes réunions. De nombreux travailleurs de plus de 50 ans sont présents. Ils souhaitent partir dans le cadre d'un FNE.

Pour le moment, environ 130 sur plus de 300 sont concernés. Pour les autres, il y a beaucoup de problèmes avec les prolongations des allocations ASSEDIC. Et en plus, le 1^{er} avril 1986, il y aura une nouvelle convention d'indemnisation du chômage. Quels seront alors les droits des chômeurs ? Pour les moins de 50 ans, la direction a établi un catalogue de « mesures sociales » : 15 000 F minimum d'indemnités de licenciement pour celui qui refuse le chômage partiel total, et d'autres bricoles de ce genre, notamment en matière de formation, de création d'entreprise... Et il y a bien entendu le retour au pays pour les camarades immigrés.

Alors l'ambiance n'est pas à l'optimisme. Il faut bien dire que personne ne voit de perspective sur l'entreprise. Là où par contre nous pourrions accroître notre force et notre poids, c'est si nous décidions tous, militants syndicaux et travailleurs, de nous adresser aux entreprises touchées par les mêmes problèmes, car elles sont nombreuses dans la région. Correspondant LO

STEIN-INDUSTRIE (Nord)

Inquiétude pour l'emploi

Stein-Industrie est une filiale du groupe Alsthom-Atlantique qui emploie environ 1950 personnes, dont 766 à Vélizy, 174 sur les chantiers et 1 026 dans les deux usines du Nord : 210 à Roubaix et 810 à Lannoy. Spécialisée dans la fabrication et l'étude des chaudières pour les centrales électriques, l'entreprise a connu ces dernières années une croissance importante avec le programme du tout-nucléaire en France et l'exportation vers les pays du Tiers-Monde.

Aujourd'hui la crise a tout remis en question. La baisse des ventes sert de prétexte à la direction Stein pour décider d'un plan de rentabilisation. Ce plan se traduit dans l'immédiat par une convention FNE pour 60 camarades de plus de 55 ans. La fermeture de l'usine de Roubaix est à l'étude et il serait prévu un déplacement hypothétique des fabrications et des travailleurs à l'usine de Lannoy, distante de quelques kilomètres. Les travailleurs de l'usine de Roubaix craignent des suppressions d'emplois à plus ou moins long terme. Près de trois cents ont été avancées. Pour le moment la direction se refuse à dévoiler ses véritables intentions.

Les syndicats CGT et CFDT ont appelé les travailleurs à

plusieurs réunions d'information. Lundi 15 octobre, un débrayage de 1 h 30 a eu lieu. Il a été suivi à 70 % à Roubaix. Et nous avons été 150 des deux usines à nous rassembler devant le bureau de Lannoy dans le but d'en savoir davantage sur l'avenir. Bien entendu, la direction reste dans le flou. Les syndicats ont annoncé des actions qui gêneraient la direction sans coûter cher aux travailleurs, à condition qu'ils aient le soutien de la majorité d'entre eux. Ils réclament la réduction du temps de travail et le retour de la sous-traitance. Mais les travailleurs sont surtout soucieux de savoir dans quelles conditions se ferait le déménagement de l'usine de Roubaix, et veulent avoir des engagements précis concernant la garantie de l'emploi.

Aujourd'hui, la direction sème le doute dans l'esprit des travailleurs, sous prétexte que le travail diminue. Pourtant l'entreprise a les moyens de voir venir. Rien que pour l'année 1983 les actionnaires ont reçu près de 75 000 000 F de dividendes. Face aux mauvais coups qui nous attendent, il faut préparer la riposte pour faire payer les capitalistes.

Correspondant L.O.

□ AÉROPORT DE ROISSY

Les syndicats courent après les grévistes

Dans la semaine du 1^{er} au 8 octobre 1984, les manutentionnaires de l'aérogare Air France à Roissy se sont mis en grève pour des augmentations d'effectif. Ces manutentionnaires chargent et déchargent les avions. Ils sont 400 et travaillent 7 jours sur 7 en 3 équipes.

Tout l'été, ils ont subi les tensions d'effectifs. Par l'intermédiaire des délégués, ils demandaient plus de personnel. La direction répondait que l'effectif était conforme aux charges de travail. Tout l'été, le trafic a été supérieur aux prévisions. Les manutentionnaires ont décidé le dimanche 30 septembre de débrayer pour les effectifs. Ce jour là, tous les vols moyen courrier à partir de 19 h. ont été annulés.

Le lendemain lundi et toute la semaine, des débrayages ont eu lieu, toujours sur les effectifs. Ne voyant rien venir, ils décident le vendredi

d'occuper un Boeing 747. Au bout de 2 heures ils sont délogés par la police. Mais la direction accepte de recevoir les syndicats pour le lundi.

Pendant tout le week-end, des actions sont menées par les grévistes pour retarder les avions, aux départs comme aux arrivées (durée d'attente entre 2 et 3 heures). Lundi, une délégation des grévistes accompagne les syndicats au siège de la compagnie. Ceux-ci entendent par la bouche du directeur qu'elle n'a rien à dire et que la discussion se déroulera mardi.

La colère est grande parmi les grévistes. Ils remontent à Roissy et ils décident de bloquer tout le trafic à Roissy 2. Le chef d'escale, par l'intermédiaire de la CGT, demande aux grévistes de libérer le trafic.

Les grévistes, par l'intermédiaire de la CGT, font dire à la direction qu'ils libèrent le trafic à condition que la direc-

tion négocie le soir même, en se déplaçant sur les lieux de travail.

Après des tergiversations, le chef d'escale fait savoir par la CGT que la direction se déplacera le soir à 19 h. 30. Le directeur entouré de ses collaborateurs, sur les lieux de travail occupés, propose aux grévistes l'embauche de 22 manutentionnaires et l'intégration de 25 saisonniers, soit 47 en plus et 1 jour de récupération à prendre dans l'année. Tous les grévistes, après discussion, acceptent la proposition de la direction et leur porte-parole dénoncera les incohérences de la direction, soit les 8 jours de grève pour avoir 47 personnes en plus.

Les manutentionnaires ont gagné seuls. Ils ont mené les actions dans l'unité des 3 équipes et ont démontré que leur détermination pouvait faire céder la direction.

□ SNCF - Gare de Lyon (Paris)

Grève au service de l'Accueil

La SNCF est en train de comprimer le service Accueil dans toutes les gares où il existe, service chargé de renseigner les usagers sur les quais et d'aider les voyageurs en difficultés comme les personnes âgées ou les handicapés. A Paris, une des gares les plus touchées par le projet de la direction est la Gare de Lyon, dont la SNCF avait voulu faire une gare pilote sur le plan de l'accueil. La direction envisage en effet de supprimer quatorze postes, ce qui représente une vingtaine de cheminots, soit à peu près le tiers de l'effectif.

Vendredi 12 octobre, la CGT et la CFDT appelaient à 24 heures de grève. Depuis une semaine, quelques cheminots, syndiqués et non-syndiqués, s'étaient mobilisés pour organiser le mouvement, en demandant notamment à leurs camarades de travail de se porter volontaires pour le piquet de grève.

A la prise de service de 6 heures du matin, nous étions une quinzaine à l'entrée du service, bloquant le bureau principal d'informations. Ce matin-là, seule une poignée d'agents a travaillé, sur une trentaine

prévue. Les autres ont largement collé des affiches, dans la gare, à l'adresse des usagers, recouvert complètement les bulles d'information et bloqué avec des caddies le bureau principal.

Vers 10 heures, les dirigeants de la CGT, qui avaient rencontré la direction, ont proposé de se rendre massivement l'après-midi au bureau du chef de gare. Et vers 14 heures nous sommes montés à une quarantaine, en un cortège très bruyant, poussant des cris, des sifflets, et qui a fait une certaine sensation. Au bout d'une heure d'entretien avec une délégation, la direction annonçait que les mesures projetées étaient figées, en attendant qu'une commission de CE réalise une étude.

Bien sûr, la direction n'a pas renoncé à son projet. Mais au cours de ce mouvement les cheminots de l'Accueil, qui travaillent pourtant dans un service qui n'est pas indispensable à la marche des trains, se sont rendu compte qu'ils pouvaient se faire entendre. Ils ont repris le travail avec le sentiment d'avoir remporté une manche.

□ THOMSON-GENNEVILLIERS

425 licenciements programmés en avril 1984, où en sommes-nous ?

Dans son « plan social », la direction prévoyait le licenciement des personnes âgées de 55 ans 1/2. C'est fait, ils ont fini par obtenir une garantie de ressources pour compenser le fait que la direction n'avait pas passé de convention avec le FNE et qu'en conséquence ils risquaient de se retrouver avec les seules allocations de fin de droit dans 2 ans...

La direction a également réussi à trouver près de 300 travailleurs volontaires pour être licenciés avec une indemnité de 90 000 F.

En septembre il restait donc seulement une quarantaine de personnes dont le cas n'était pas réglé. Ces personnes ayant refusé de partir d'elles-mêmes, la direction leur a proposé des stages de formation ou de « reconversion », en leur disant qu'à la fin du stage elle essaierait de leur proposer une mutation dans le groupe, « selon la disponibilité » des postes à ce moment-là.

Le plan social de la direction avait été accepté par l'inspection du travail et le ministère du Travail.

Mais, à peine partis de Gennevilliers, les stagiaires ont reçu chez eux une lettre recommandée leur précisant la nature du stage et indiquant : « Nous vous rappelons que nous adressons à Monsieur l'inspecteur du travail une demande de licenciement à

vos égard, pour effet à la date de la fin de votre stage de formation. » « Cependant, comme convenu lors de nos entretiens, nous continuons au sein du groupe Thomson la recherche de postes susceptibles de convenir à vos aptitudes et à la nouvelle formation acquise. »

Dès maintenant, la direction prend toutes les garanties pour licencier les quelques-uns qui restent.

On ne sait pas par ailleurs quel sort elle réserve à ceux qui n'ont pas choisi de stage,

parce qu'à 47 ans ils ne se voient pas retourner à l'école.

Les licenciements, c'est sans doute pour la direction une affaire réglée. Pas pour les travailleurs. Alors qu'actuellement il y a des mouvements contre les licenciements dans la branche téléphonie de Thomson, qu'il y en a dans la branche armements, on se demande vraiment qui a intérêt à ce que les travailleurs de Thomson continuent à se battre séparément sur un même problème.

□ CHÈQUES MONTPARNASSE (Paris)

Les handicapés du cœur !

Mardi 9 octobre, on a appris que l'administration s'apprêtait à ne pas renouveler le contrat d'un collègue handicapé. Certaines chefs ont reproché à ce collègue handicapé moteur de ne pas porter assez vite les plis dont elles le chargeaient. Il n'effectuait pas son rendement !

Aux Chèques Postaux, l'administration est tenue d'employer jusqu'à 3 % d'handicapés. Mais elle trouve des prétextes pour essayer de s'en débarrasser lors des renouvellements de contrat.

Dans ce même service, c'était la troisième tentative de

l'administration contre un handicapé.

Cette fois, nous étions bien décidées à ne pas laisser faire. Ses collègues les plus proches sont allées sommer une des chefs à l'origine du rapport de donner des explications. Elle n'a pas sorti un mot et n'était pas bien fière. Puis nous avons protesté par une pétition, que nous avons portée tous au chef de centre en lui faisant part de notre indignation.

Le soir même, le chef de centre annonçait que le contrat était renouvelé pour deux mois. C'est un premier recul. Dans deux mois, nous aurons l'œil...

Correspondant LO

□ JAEGER-LEVALLOIS

Débrayage contre des licenciements

Soixante-dix travailleurs, sur un effectif de 650 à Jaeger-Levallois, ont débrayé à l'appel des syndicats mardi 16 octobre contre le licenciement de cinq de leurs camarades. La direction, après avoir fait partir en FNE 140 travailleurs depuis deux ans, et après avoir demandé le licenciement de 15 personnes, avait obtenu l'aval de l'inspection du travail pour 9 licenciements. Sur les 9 concernés, quatre acceptaient de partir. Il en restait donc cinq à licencier.

Les travailleurs qui ont débrayé n'ont pas voulu admettre qu'on ne trouve pas de quoi employer ces cinq camarades dans l'usine, où cela ne représente pas 1 % de l'effectif. Surtout que Jaeger vient d'embaucher trois direc-

teurs (sans doute ne sont-ils pas assez nombreux là-haut pour faire tout le travail de « dégraissage ») qui coûteront en salaire bien plus que les licenciés. Et puis la menace plane sur l'ensemble du personnel et les cinq licenciés pourraient être les premiers visés par un processus de réduction massive de l'effectif de l'usine de Levallois.

C'est aussi à cela qu'il faut donner un coup d'arrêt. Ceux qui ont débrayé en ont conscience. Venant essentiellement des ateliers, ils n'étaient pas assez nombreux. Mais, en participant à ce débrayage, ils préparent la possibilité d'entraîner demain une plus grande fraction des travailleurs de Jaeger-Levallois.

Correspondant LO

□ FIMA-FIMO (Montrouge)

Une affaire fuma... fumeuse !

Depuis le 12 octobre, plus de 20 salariés des sociétés FIMA et FIMO, situées à Montrouge, sont licenciés. Ces deux sociétés — moins d'une centaine de travailleurs au total — dirigées par un couple (la directrice de la FIMO est la femme du P-DG de la FIMA), exploitaient une fonderie mécanique, qui vient d'être déclarée en règlement judiciaire. Une quarantaine de salariés continuent de travailler... Jusqu'à quand ? Personne ne le sait.

Mais si un tiers des ouvriers viennent de perdre leur emploi et vont aller grossir le lot des 2 500 000 chômeurs, la situation des patrons de la société est nettement moins difficile. Eux ne perdent pas tout, loin de là !

Ainsi les bureaux flamboyant neufs, avec marbre, rampes en laiton... valent une fortune : six millions de francs ? Dix ! Evidemment, ils n'appartiennent pas à la société. Les astuces juridiques mises à la disposition des patrons facilitent les choses. Ils sont la propriété d'une société immobilière, au nom d'autres membres de la famille. Comme cela, on ne peut légalement rien saisir.

Les patrons ont bien aussi un château d'une quarantaine de pièces à la campagne, même si c'est en copropriété avec d'autres

membres de la famille... Les sociétés jumelles seraient sur la paille, paraît-il, mais ce n'est manifestement pas le cas de leurs patrons. Pour toucher la paie de septembre, les ouvriers par contre ont dû attendre 10 jours. Et pour toucher 80 % des 12 jours travaillés en octobre, c'est la croix et la hannièr.

Le P-DG a bien versé l'acompte aux salariés qui sont encore au travail (des fois qu'ils décideraient d'arrêter). Par contre, aux licenciés, il n'avait que 1 000 F à offrir. Les travailleurs licenciés l'avaient d'autant plus mauvaise que le P-DG leur a fait l'annonce qu'il n'avait plus d'argent en caisse au retour d'un voyage de 15 jours aux USA — pour y faire quoi au juste ? — aux frais de la société.

Et puis les licenciés se posent bien d'autres questions : si déficit il y a, pourquoi a-t-on licencié essentiellement des productifs et gardé une bonne partie de l'encadrement ? Pourquoi a-t-on licencié ceux qui semblaient les moins prêts à se laisser faire ?

Parmi les astuces des entreprises, l'une consiste à déposer le bilan, à être mis en règlement judiciaire, puis à redémarrer une nouvelle société avec moins d'effectifs et réembauche des salariés restants avec des salaires plus bas. Cela

évite de passer par toutes les procédures vis-à-vis de l'inspecteur du travail et de laisser le temps aux salariés d'y mettre leur nez.

Pour la FIMA-FIMO, on saura dans quelque temps ce qu'il en est réellement. Et les ouvriers qui restent sauront alors s'ils vont garder leur emploi et s'il y aura alors de quoi les payer.

En attendant, la famille du patron s'en sort. Ainsi la femme du P-DG, directrice de la FIMO, vient d'être « licenciée économique ». Même à 42 % du salaire, quand on gagne plusieurs millions de centimes par mois, cela permet de voir venir grâce aux Assedic, avant de redémarrer ailleurs.

Les ouvriers de l'entreprise auraient bien voulu mettre leur nez dans les comptes de cette société, mais les lois protègent le bien privé. C'est secret. Les seuls qui peuvent avoir un léger droit de regard sont les élus du Comité d'Entreprise, qui ont choisi de ne pas gêner le patron. Dans cette entreprise où il n'y a pas de syndicat, les ouvriers n'ont juridiquement aucun recours.

Alors, on peut bien parler des nouveaux pauvres : s'il y en a de plus en plus, c'est bien que d'anciens ou nouveaux riches en créent chaque jour davantage, pour préserver leurs biens à n'importe quel prix.

□ EGF S'OQP DE NOUS



« C'est quoi ton QP ?

- Mon QP ?

- Tu ne sais pas qu'EGF te décerne une note de 0 à 9 le « QP », suivant ta « Qualité Payeur ».

- Ah non. J'avais bien remarqué qu'EGF m'envoyait régulièrement une sacrée note... de gaz et d'électricité. Mais à quoi ça lui sert ?

- Eh bien, si tu paies régulièrement dès que tu reçois ta quittance, tu as un 9 et dans ce cas, si tu as une fois un problème de paiement, tu trouveras compréhension auprès d'EGF. Mais si tu as une mauvaise note, pas la peine de demander des délais : tu seras

coupé sans pitié. Un chef de tri à Paris-Ouest est en pleine boulimie. Après s'être attaqué aux plus mauvaises notes, il s'attaque maintenant à ceux qui ont 4 ou 5. Bref, si tu veux rester branché, faut avoir la moyenne.

- Ah ben, pour une fois que je peux avoir la meilleure note, je vais me mettre au prélèvement automatique.

- Détrompe-toi : tu n'auras que 8. Car si EGF est très intéressée par cette formule, elle a peur des comptes à découvert.

- Bien, me voilà au courant. Mais ce n'est pas cela qui va régler ma facture ! »

LE MRAP

(Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples)

NOUS COMMUNIQUE

Les décisions du Conseil des ministres sur l'immigration

Au sujet des mesures relatives à l'immigration annoncées par le Conseil des ministres du 10 octobre 1984, le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) rend publique les observations suivantes :

Vivre avec son conjoint et ses enfants est un droit humain inaliénable, universellement reconnu. Les restrictions apportées au regroupement des familles des travailleurs immigrés en France ne peuvent que favoriser l'arbitraire et aggraver, au plan moral, social et économique, la situation de ces familles.

Le MRAP préconise une tout autre orientation, consistant à améliorer les conditions d'accueil, notamment dans les domaines de l'habitat, de l'école, de la formation — ce qui concerne à la fois les populations française et immigrée. Il demande

que les nouvelles dispositions annoncées se traduisent sur le terrain beaucoup plus efficacement que dans la dernière période. Il appelle tous les intéressés, sans distinction d'origines, à agir résolument dans ce sens et à participer aux assises départementales « Vivre ensemble avec nos différences » qui se dérouleront prochainement dans l'ensemble du pays.

Par ailleurs, le MRAP apprend avec satisfaction que les associations antiracistes vont enfin se voir accorder, comme il le réclamait depuis des années, le droit d'intervenir en justice aux côtés des victimes, dans les cas de violences ou de crimes inspirés par le racisme. Il veillera à ce que cet élargissement nécessaire de la loi du 1^{er} juillet 1972 soit rapidement adopté par le Parlement.

LA RÉMUNÉRATION DES TRAVAILLEURS SOCIAUX EN FORMATION

REMISE EN QUESTION

Il y avait de l'animation, le jeudi 11 octobre, dans les couloirs du ministère de la Formation professionnelle et ceux de la délégation du Conseil régional à la Formation professionnelle. En effet près de 200 étudiants des écoles de Service Social s'étaient installés devant les portes des responsables, pour avoir des réponses à des problèmes posés depuis maintenant plusieurs mois.

Sur la région parisienne, une douzaine de fonctionnaires en congé-formation ont vu leur rémunération suspendue pour la 2^{ème} année de leurs études d'assistants sociaux (il y a en tout 3 ans d'études). Après la participation de leur employeur à leur formation, ce devait être le ministère du Travail et de la main-d'œuvre qui devait

payer leur rémunération (120 % du SMIC) jusqu'à la fin de leurs études. Mais avec la décentralisation, c'est à la Région d'assumer la formation continue. Or la région Ile-de-France refuse de payer ces fonctionnaires en détachement. Et chacun, ministères employeurs, ministère de la Formation professionnelle et Région, de se renvoyer la balle. Les travailleurs sociaux en formation ne sont pas payés, certains vont peut-être devoir abandonner leurs études. Cela dure depuis des mois.

L'occupation de jeudi a débouché sur l'organisation de 3 réunions au niveau des ministères et du Conseil régional, auxquelles les étudiants seront admis.

Une affaire à suivre.

Correspondant LO

Suite au mouvement des travailleurs sociaux en formation le jeudi 11 octobre, les 12 fonctionnaires en congé-formation qui s'étaient vu refuser leur salaire viennent d'obtenir la promesse verbale que leur rémunération serait payée par la région.

□ CHÈQUES
POSTAUX
MONT-PARNASSE
(Paris)

Objectif atteint

Au CNVM - le service des valeurs mobilières - les valeurs n'ont pas été investies au niveau du mobilier du service ! Le travail, on ne sait pas où le mettre. Nous l'avons fait savoir en haut lieu et, hop, il nous est arrivé... 30 poubelles. Bien reçu.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Chèques Postaux Paris Montparnasse.

□ SÉCURITÉ SOCIALE

Suppressions d'emplois à venir

Les suppressions d'emplois ne touchent plus seulement le secteur privé.

Pour 1985, les directives gouvernementales données à toutes les administrations et à tous les services para-publics sont de diminuer de 1 % leurs effectifs.

À la Sécurité sociale et aux Allocations Familiales, les présidents des caisses nationales ont demandé aux organismes de base de «geler» 1 % des effectifs, de réduire de 2 % les budgets de fonctionnement.

En 1984 déjà, des suppressions de postes avaient eu lieu dans les organismes parisiens.

Pour 1985 et les années à venir, on ne parle plus de «redéploiement» mais de suppressions pures et simples et d'informatisation maximum.

Les conseils d'administra-

tion sont invités à présenter leurs budgets en respectant les consignes. La circulaire du 11/7/1984 de la Caisse Nationale précise: «Si cette mission n'était pas remplie, c'est la tutelle qui arrêterait, en dernier lieu, le détail des dotations. Outre les inconvénients évidents qu'elle présente pour l'efficacité de la gestion, une telle orientation remettrait en question l'autonomie et les attributions des conseils d'administration élus au suffrage universel».

1 % des effectifs, cela correspond à environ 200 postes en moins à la Sécurité sociale pour 1985. Pour les années suivantes, les directions doivent transmettre l'état des départs en retraite jusqu'en 1989. Elles doivent également indiquer les chiffres des départs naturels

de 1980 à 1984 (démissions, mutations...).

L'objectif semble donc de supprimer les emplois par le non-remplacement des départs en retraite et des démissionnaires. Mais ce que chacun se dit c'est que, si cela ne suffit pas, on parlera peut-être un jour de licenciements à la Sécurité sociale et aux Allocations Familiales.

Dans l'immédiat, c'est le personnel non titulaire qui commence à être visé.

La direction de la CRAMIF vient en effet de demander et d'obtenir de l'inspecteur du travail le licenciement économique de 7 médecins-vacataires du service de la Radio systématique, secteur dont l'activité est en régression.

Comment cela va-t-il se traduire dans les organismes ?

• A la CRAMIF

À la CRAMIF, pour l'instant aucune proposition de suppression de poste n'est faite pour 1985. Au contraire, dans les propositions budgétaires de 1985, la direction demande la création de 207 postes, qui permettraient de faire fonctionner un centre pour handicapés physiques qui se situe en Seine-et-Marne. En effet un bâtiment de ce centre ne fonctionne qu'au tiers de ses capacités (73 lits ouverts sur 220) par manque de personnel.

Mais si la direction transmet les besoins réels pour certains centres, tout le monde sait que les directives ministérielles seront imposées dans quelques mois.

Ainsi, pour 1984, le même scénario s'était produit. Le budget de la CRAMIF avait subi un abattement de 40 postes, que le conseil d'administration avait accepté après ordre de la tutelle.

Nous ne saurons donc à quoi nous en tenir qu'en fin d'année. Mais dès maintenant l'inquiétude existe, particulièrement dans les établissements sanitaires et sociaux qui dépendent de la CRAMIF, pour qui les réductions de postes auront des conséquences désastreuses, le fonctionnement actuel étant déjà à la limite du supportable du fait du manque de personnel.

Dans les Caisses primaires de la région parisienne

Les suppressions de postes sont déjà programmées. Le chiffre de 450 a été annoncé pour Paris. Dans certains départements de l'Ile-de-France, les directions ont déjà informé les syndicats que le budget 1985 ne permettrait pas de maintenir les augmentations «au choix» prévues par

la convention collective (qui permettait de donner 4 % d'augmentation individuelle aux 40 % d'employés les mieux notés).

Le choix dorénavant c'est: ou bien diminuer les effectifs, ou bien supprimer les avantages conventionnels.

□ EGF-Charonne (Paris)

Changement de tension, et les choses s'éclairent !

Depuis quelque temps, le chef de service de l'agence Charonne (EGF Paris-Est), exige des agents qu'ils remplissent des demandes pour les réunions du personnel et les détachements syndicaux. De plus, ces demandes reçoivent souvent des réponses négatives, sous prétexte que le travail a déjà été programmé pour ces jours-là. Des agents qui refusaient de remplir ces feuilles ont reçu des lettres de la direction et des menaces de sanctions.

Alors, jeudi dernier, l'agence s'est mise en grève pour refuser ce système, et

ceux qui venaient travailler à 8 h. ont trouvé la grille bloquée. Dans les autres services bloqués par les grévistes (Eclairage public, Changement de tension) c'était la bonne humeur qui régnait et les discussions allaient bon train.

Le jeudi soir, l'agence était occupée et le vendredi après-midi le chef de centre acceptait que les agents ne remplissent plus de demandes, sans préciser si toutefois c'était définitif.

En tout cas, l'action ne nos camarades a fait reculer la direction.

• A la Caisse d'Allocations Familiales de Paris

Depuis le 18 septembre, la direction a annoncé aux organisations syndicales la suppression de 900 postes pour les 4 années à venir.

Ainsi, compte tenu des 214 postes supprimés lors des budgets votés par le conseil d'administration de 1982 à 1984, un millier de postes seraient rendus à la Caisse Nationale d'Allocations Fam-

iliales au terme de ce plan. Le ministère quant à lui en a demandé 1 800.

En plus de cela, depuis quelques années, la Caisse embauche des employés avec des contrats à durée déterminée.

À l'annonce de ces mesures, certains responsables de services ont organisé des réunions, tant au centre de la rue Viala que dans les Unités de Ges-

tion. Réunions au cours desquelles la direction a précisé qu'il n'y aurait pas de licenciements. La direction jouera sur les départs en retraite et les départs dits naturels (démissions, invalidité, etc.).

Dans les services les plus touchés, la direction a demandé aux employés de «postuler». Pour où ? Mystère !

Salaires 84

Pour l'année 1984, il n'y a pas encore eu d'augmentation. Il y a eu seulement une prime de rattrapage 1983, donnée en avril dernier. Mais depuis... rien !

Le mois dernier, le président de l'UCANSS (Union Nationale des Caisses d'Allocations Familiales et de Sécurité Sociale) a proposé :

- 4 % au 1^{er} octobre 1984,
- 1,5 % au 1^{er} février 1985,
- une prime de 600 F pour les salaires inférieurs à 5.000 F brut.

Aucun syndicat n'a encore signé quoi que ce soit, même si la fédération CFDT est prête à le faire, sous réserve que l'UCANSS s'engage à négocier la réduction du temps de travail en 1985.

Ce blocage caché des salaires se fait particulièrement sentir pour les petits salaires, qui sont nombreux depuis le remplacement des agents partis en contrat de solidarité.

Ainsi le salaire d'embauche, qui était supérieur de 200 F au SMIC il y a deux ans, ne le

dépasse aujourd'hui que de 10 F (4102 F brut).

Les réactions des employés sont diverses. Certains reprochent aux syndicats de ne pas signer, car ce serait «mieux que rien». Et ils pensent qu'on nous propose davantage qu'aux fonctionnaires; qu'avec la crise, de toute façon, ce serait normal.

En réalité, en plus des 2 % au premier novembre prochain, les fonctionnaires ont eu 1 % en avril, ce qui, réparti sur l'année, revient à peu près au même.

On jette l'argent par les fenêtres

Décidément, quand la Sécu a de l'argent en trop, elle n'a rien de plus pressé que d'en faire cadeau à quelqu'un ! Normal : la générosité d'un service dit social, quoi de plus naturel ?

L'ennui, c'est que les bénéficiaires de ces largesses ne sont pas ceux qui en auraient le plus besoin. Exemple : les nouveaux passe-droits et avan-

tages accordés aux cliniques privées, qui se voient autorisées à facturer «service coûteux», même si le séjour s'est effectué en majorité dans un service normal; qui peuvent facturer un prix de journée entier pendant les permissions et les séjours de moins de 24 h. à charge pour la Caisse de leur verser les 21 F du forfait. Sans

compter les petits malins qui sont médecins plein-temps dans un hôpital en secteur privé et dans une clinique, et qui organisent le transfert de leurs malades d'un endroit à l'autre afin de rentabiliser leurs lits, à charge pour la Caisse de régler le transport !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière CPAM Rouen.



Thomson et CGE se partagent le marché

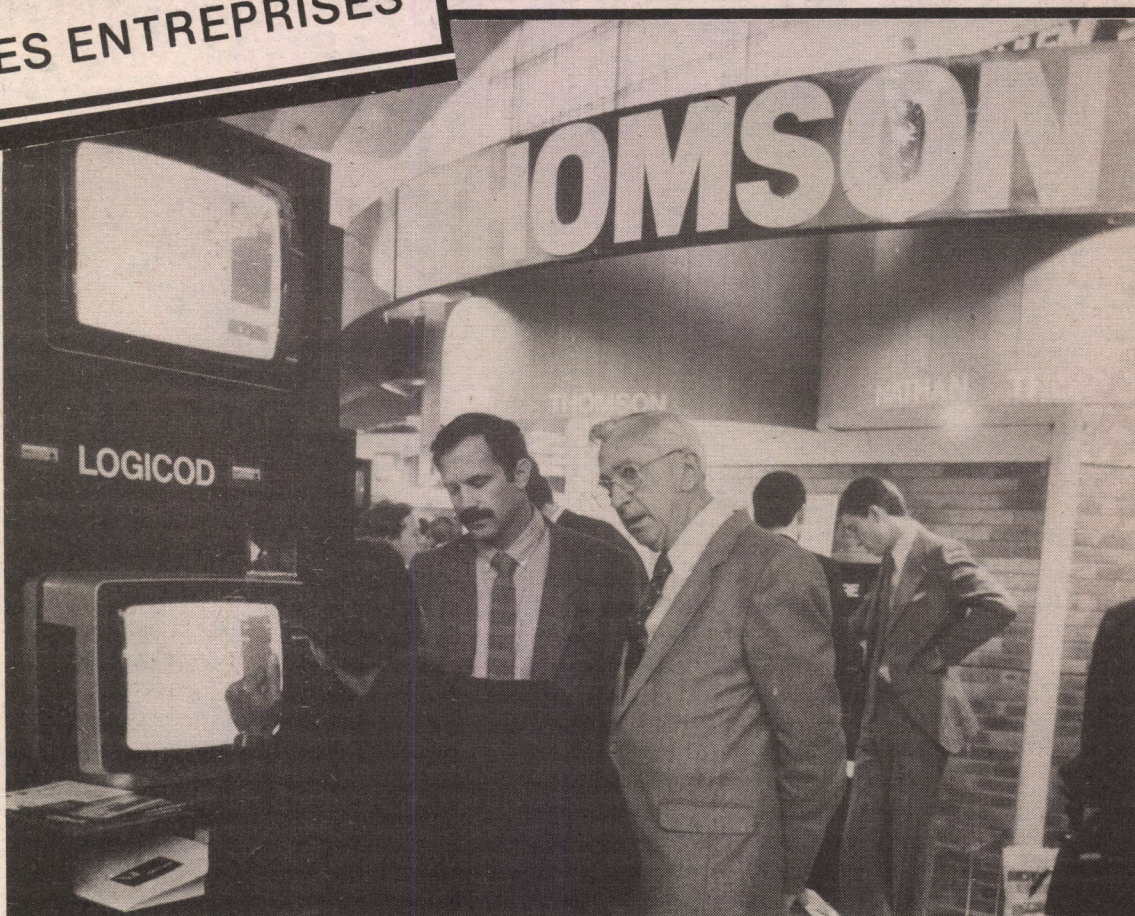
En septembre de l'an dernier, Gomez et Pébereau, P-DG de Thomson et de CGE, ont signé un accord de troc entre différentes sociétés de leur groupe. En quelques mois, 30 000 salariés ont changé de patron, suite à cette « rectification de frontières » entre les deux grands groupes nationalisés, visant à regrouper les entreprises de même nature, pour que la CGE et Thomson aient, chacune dans son domaine, « une assise suffisante pour assurer l'avenir ».

Thomson récupère ainsi l'électronique grand public (la télévision, la HIFI, l'informatique domestique), l'électroménager, l'électronique médicale

et militaire et les composants électroniques. La CIT-Alcatel, filiale de la CGE, regroupera l'ensemble des communications civiles, depuis les centraux téléphoniques et les câbles, jusqu'à l'équipement électronique de bureau.

Dans un premier temps, Thomson a regroupé dans une même société, Thomson-Télécommunications, toutes les activités destinées à passer sous le giron de CIT-Alcatel. L'Etat a apporté son obole — 699 millions de francs comme actionnaire et 250 millions de prêts participatifs — et c'est la CGE qui en assure la gestion. Dans un deuxième temps, d'ici 3 ans, la

fusion totale sera effectuée. Ainsi, seront regroupées toutes les firmes, CGCT, LMT, Thomson-Téléphone et CIT-Alcatel, qui sont fournisseurs de centraux téléphoniques pour les PTT. Un véritable monopole du téléphone est ainsi créé.



Les pauvres actionnaires

En février 1982, l'Etat a racheté pour 39 milliards de francs toute une série de grandes entreprises, parmi lesquelles la CGE et la Thomson.

Chaque ancienne action — évaluée bien plus haut que sa valeur — a été convertie en obligation à taux d'intérêt de... 16 %. L'Etat, les contribuables payent donc chaque année — et

pendant 15 ans — 6,4 milliards de francs, uniquement au titre des intérêts. L'industrie du téléphone va très mal, paraît-il, mais personne ne demande à ces pauvres ex-actionnaires — qui, de fait, le sont toujours — un quelconque effort. Les seuls mis à contribution seront les salariés : partir pour les uns, et travailler plus pour ceux qui restent.

• Le plan de licenciement

6 000 suppressions d'emplois avant fin 1985

D'ici la fin 1985, l'industrie du téléphone, c'est-à-dire essentiellement la CIT-Alcatel et ses nouvelles filiales, a décidé de se débarrasser de 6 000 emplois.

CIT-Alcatel, à son Comité central d'entreprise du 26 septembre, a annoncé 1 964 suppressions d'emplois, essentiellement dans ses usines de Bretagne et de Cherbourg.

Thomson-CSF Téléphone veut se débarrasser de 1 514 travailleurs, mais n'a pas pu l'annoncer au Comité central d'entreprise, car celui-ci, deux fois de suite, n'a pas pu se tenir à cause des manifestations des travailleurs.

La CGCT, ex-filiale de ITT passée l'an dernier dans le giron de Thomson, avant de rejoindre comme les autres CIT-Alcatel, a annoncé 960 nouvelles suppressions d'emplois.

LTT, filiale de Thomson, spécialisée en câbles, vient de terminer un « dégraissage » de 719 emplois et en annonçait un nouveau concernant 1 300 personnes fin octobre.

Et toutes ces « suppressions d'emplois », car les directions répugnent à parler de licenciements, s'ajoutent à tous les « dégraissages » successifs que l'industrie du téléphone a connus ces dernières années.

Car le boom du téléphone, présenté il y a dix ans comme la grande chance de l'industrie française, a été surtout un énorme pactole pour les patrons. Des milliards et des milliards ont été donnés aux

entreprises du téléphone, des bénéfices colossaux ont été empochés par les actionnaires avant les nationalisations, et ceux-ci continuent d'ailleurs d'en récolter encore.

Mais la modernisation de cette industrie, l'introduction de l'électronique dans les centraux téléphoniques, a permis à ces trusts de supprimer des emplois, alors qu'ils avaient promis d'en créer. Le VII^e plan par exemple (1976-1980) prévoyait 50 000 embauches supplémentaires pour l'industrie du téléphone. En fait, pendant cette période, 20 000 salariés ont été renvoyés dans leur foyer.

Entre 1979 et 1983, les effectifs sont passés de 67 600 à 52 400 et, parmi eux, les ouvriers ont été les plus touchés, puisqu'ils ne représentent désormais que 30 % des emplois, contre 50 % en 1977.

Jusqu'à maintenant, les patrons ont réussi à licencier « en douceur », c'est-à-dire en favorisant les départs volontaires, les départs en pré-retraite ; en faisant miroiter les possibilités de reconversion dans d'autres usines ; en aidant « la création d'entreprise » ; en licenciant sans en avoir l'air ; en appelant « plan social » de véritables plans de licenciements.

Les réactions

Lundi matin 15 octobre, la direction reconvoquait un CCE pour faire entériner son plan de licenciement. Mais, échaudée d'avoir été bloquée pendant 7 heures par les travailleurs dans la cour de l'établissement de Colombes, la semaine précédente, elle convoquait cette fois-ci la réunion à Paris, en terrain neutre.

A part FO, toutes les organisations syndicales appelèrent à boycotter la réunion et à manifester contre les licenciements à Paris.

Comme la semaine précédente, une forte délégation de travailleurs de Lannion était venue et aussi des travailleurs

des chantiers et des agences de la région parisienne. Nous rejoignons à Paris ceux de l'établissement de Boulogne.

La journée a vite passé, à manifester devant le siège du CCE, puis celui de la CIT, puis devant la Maison de la Radio. Nous nous sommes séparés vers 14 heures pour rentrer dans nos établissements.

Sur Colombes, la participation a été moins importante que la semaine précédente. Mais, comme à la manifestation il y avait plusieurs établissements, cela ne s'est pas trop ressenti et dans l'ensemble les travailleurs étaient contents de leur manifestation.

Lannion, ville morte

L'exemple de la région de Lannion dans les Côtes-du-Nord est significatif. L'Etat, à coup de subventions de toutes sortes (aides à la décentralisation, commandes à l'industrie du téléphone, aides spécifiques à la région Bretagne), a favorisé l'implantation d'entreprises autour du CNET (Centre national d'études des télécommunications). Ainsi, les trusts du téléphone ont tous, ou presque, pu profiter des mannes gouvernementales et ont construit à Lannion et dans la région 6 usines, totalisant

8 000 emplois (la CIT, les LTT, la SAT, Thomson).

Mais, de ces 8 000 emplois du début, 1 200 ont déjà disparu. Et la CIT et Thomson prévoient, d'ici juin 1985, 610 suppressions d'emplois supplémentaires. Deux des usines, celle de Thomson et celle des LTT, sont menacées de fermeture.

Pour protester contre ces licenciements, les syndicats ont organisé, le 12 octobre, une opération « ville morte », et une manifestation a regroupé 8 000 personnes.

Ils ont dit :

Georges Pébereau à L'Expansion le 21/10/83 :

« Nous continuerons longtemps de proposer deux lignes de produits, celle de la CGE et celle de Thomson ». (En février 1984, le MT 35, le central téléphonique de Thomson, était abandonné).

Georges Pébereau à L'Expansion du 21/10/83 :

« Des problèmes de sureffectifs existaient déjà dans les deux sociétés. Mais ils sont certainement moins importants qu'avant ».

L'Usine Nouvelle du 23 février 1984 :

« On assure aujourd'hui que le sureffectif estimé à 7 000 emplois sera ramené à 2 500, compte tenu des « synergies » d'activités espérées et des nouveaux marchés conquis ».

(Septembre 1984 : 6 000 suppressions d'emplois avant fin 1985. Les plans patronaux parlent de 10 000 avant fin 1986).

« Les années Reagan »

de Nicole Bernheim

A l'heure où la presse et les hommes politiques de droite français se gargarisent d'une prétendue révolution conservatrice américaine, dont Reagan serait l'initiateur et le symbole, et prétendent appliquer en France les mêmes remèdes, ce livre, écrit par une journaliste correspondante du *Monde*, rappelle utilement un certain nombre de vérités sur le système politique américain et son acteur de président. Sans révéler quoi que ce soit qui ne soit déjà connu, le livre constitue une assez bonne peinture de la société américaine, même si l'auteur connaît mieux les problèmes et les états d'âme des habitants des grandes villes que les sentiments de la classe ouvrière, grande absente de ce reportage.

Nicole Bernheim dresse d'abord un portrait de ce président qui s'est coulé dans le personnage de « l'optimiste professionnel des bandes dessinées ». Elle rappelle que Reagan n'a été élu qu'avec 51 % des voix, parmi les 54 % d'électeurs qui ont pris part au scrutin en 1980, soit avec la voix d'un électeur sur quatre environ.

Dans le système politique américain, on lance un président « comme une savonnette » : le bon candidat est celui qui passe bien à la télévision et celui dont les discours sont les plus à même de faire affluer dans la caisse électorale de son parti les centaines de millions de dollars nécessaires pour payer la campagne et notamment les spots publicitaires télévisés.

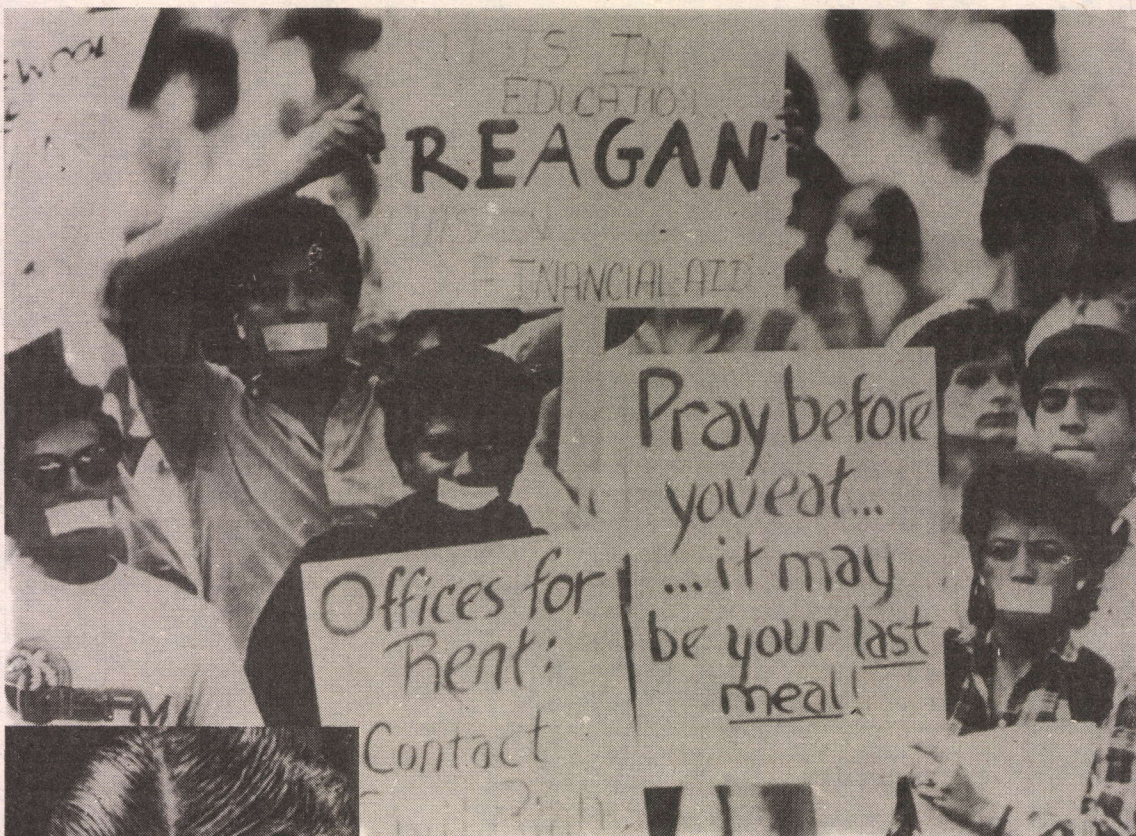
Reagan a bien appris ce métier-là. D'abord comme acteur, puis comme conférencier du trust General Electric durant les années 1960 où « il parcourt les usines, les bureaux d'études, les manifes-

tations organisées par la GE pour y distiller la bonne parole de la direction ». Il devient ensuite la coqueluche des milieux d'affaires californiens qui le propulsent au poste de gouverneur de l'Etat, avant de clore sa carrière à la Maison-Blanche comme causeur et porte-drapeau, non plus de la seule General Electric, mais de tous les trusts et bourgeois américains.

Toute une partie de l'ouvrage est consacrée au rappel des inégalités sociales qui caractérisent la société américaine et qui, bien évidemment, n'ont fait que s'aggraver avec la politique de Reagan. Les Etats-Unis sont en effet le pays du monde développé où les pauvres sont le moins bien soignés, où faire des études coûte le plus cher et où 34 millions de personnes, sur les 235 que compte la population, vivent au-dessous du seuil officiel de pauvreté. Un Noir sur trois entre dans la catégorie des pauvres. Et 20 % des travailleurs noirs sont chômeurs, malgré la reprise économique.

Il y aurait aussi aux Etats-Unis entre 14 et 15 millions d'immigrants en situation irrégulière, main-d'œuvre surexploitée dont profite sans vergogne l'industrie. Le statut de réfugié politique, accordé librement aux Cubains anti-castristes, aux Juifs soviétiques et aux immigrants des pays de l'Est, est en revanche refusé aux Haïtiens pauvres qui tentent de fuir le régime de Duvalier sur des barques auxquelles la marine fait la chasse au large des côtes de Floride : une discrimination flagrante, qui soulève l'indignation de la population noire américaine de la région, relève l'auteur.

Nicole Bernheim montre aussi comment, au-delà de ses déclarations ronflantes sur la



nécessité de ne pas céder aux communistes et à l'URSS, Reagan a su flairer l'opposition profonde d'une majorité de la population américaine devant tout risque d'engagement des troupes du pays dans une nouvelle guerre. Il s'est empressé de donner l'ordre de rembarquer aux Marines du Liban après l'attaque du consulat américain de Beyrouth au cours de laquelle 241 d'entre

eux avaient trouvé la mort. De la même façon, la perspective des élections semble l'avoir dissuadé de développer l'intervention américaine armée en Amérique centrale. Ce n'est pas l'un des aspects les moins intéressants de ce livre, qui montre que les discours guerriers du président et les rodémontades de Jeane Kirkpatrick, son envoyée à l'ONU, ne correspondent pas aux sentiments d'une bonne partie de la population américaine.

Il reste que, si la démocratie du dollar n'est pas le paradis que présente la propagande de la droite en Europe, les solutions auxquelles semble penser Nicole Bernheim n'ont pas grand-chose de convaincant. L'intérêt qu'elle porte aux politiciens du Parti Démocrate, comme Ted Kennedy, Jesse Jackson et d'autres qui se posent en porte-parole des

diverses minorités ethniques, tout comme son plaidoyer pour un programme social d'envergure destiné à résorber les inégalités, relèvent du domaine des illusions. Nicole Bernheim paraît faire partie de ces journalistes du *Monde* qui nourrissent l'espoir que des gouvernements de gauche (aux Etats-Unis, elle traduit : démocrates) auraient à cœur de se donner les moyens d'atténuer les inégalités sociales et les plaies du capitalisme. Ayant séjourné ces cinq dernières années aux Etats-Unis, elle n'a sans doute pas pleinement réalisé qu'on ne parle plus beaucoup dans la France « socialiste » de réformes sociales... même parmi les journalistes du *Monde* !

Pierre VERNANT
Les années Reagan de Nicole Bernheim, éd. Stock, 230 p., 72 F.

Sélection télévision

Samedi 20 octobre

11 h 05. A2. Les carnets de l'aventure : Opéra vertical, avec Patrick Edlinger à l'assaut des falaises de 300 mètres des gorges du Verdon. La vie au bout des doigts...

23 h 25. FR3. Le Ballet Alvin Ailey. Une des plus fameuses compagnies de danse moderne.

Dimanche 21 octobre

20 h 35. TF1. Film : Un mauvais fils, de Claude Sautet, avec



Patrick Dewaere, Yves Robert, Brigitte Fossey et Jacques Dufilho. La drogue, le chômage, la famille...

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit, cycle cinéma fantastique : Le monde, la chair et le diable, avec Harry Belafonte et Mel Ferrer. Un homme seul dans New York dévasté par un nuage atomique...

Lundi 22 octobre

13 h 45. A2. Aujourd'hui la vie : un dossier sur la mémoire commenté par des médecins (neurologues, psychiatres), un psychologue, un comédien... et un souffleur.

20 h 35. FR3. Film : Les diaboliques, de H.G. Clouzot avec Simone Signoret, Charles



Vanel, Paul Meurisse. Un classique du grand frisson.

Mardi 23 octobre

20 h 35. TF1. L'Odyssée de l'équipe Cousteau. Finie l'Amazonie, bonjour l'île de Pâques. L'île la plus isolée de la planète et ses célèbres statues monolithiques.

20 h 35. FR3. Film : Les hommes préfèrent les grosses, avec Josyane Balazko, Luis Rego. Une satire de l'obsession de la minceur.

Mercredi 24 octobre

22 h 35. TF1. Bernard Lavilliers en one-(super ?)man-show.

Jeudi 25 octobre

20 h 35. FR3. Ciné-Passion : Repérages, film suisse avec Jean-Louis Trintignant, Delphine Seyrig, Lea Massari et Valérie Mairesse. La préparation d'un film d'après Les trois sœurs de Tchekov fait interférer le spectacle et la réalité.

23 h 10. TF1. Film : Clair de



Femme, de Costa-Gavras, d'après le roman de Romain Gary avec Yves Montand et surtout Romy Schneider. Drame sentimental...

Vendredi 26 octobre

20 h 35. FR3. Vendredi : Rude journée pour les techniciennes de surface. 5 des 49 filles de ménage des chantiers navals de La Ciotat parlent de leur vie, du travail qui les use et de leurs espoirs.

21 h 50. TF1. Le scénario défendu, téléfilm de Michel Mitrani, avec Jean Rochefort et Michel Bouquet. Magouilles et tripatouilles, la cuisine interne de la télévision.

23 h 00. FR3. Ciné-club : Rebecca, d'Alfred Hitchcock (1940). Drame romanesque dans un château isolé et sinistre d'Angleterre.



MARIA'S LOVERS

Un soldat américain démobilisé à la fin de la Seconde Guerre mondiale rentre chez lui. Fêté comme un héros, il n'a qu'un désir : épouser la fille à laquelle il a pensé durant toute la guerre et qu'il a idéalisée. Leur mariage est un échec. Trop marqué par ce qu'il a vécu durant la guerre, le mari a quelques problèmes... Le couple se sépare. Lui part travailler dans une autre ville. Pen-

dant ce temps, son épouse a un enfant avec un musicien de passage. C'est la naissance de l'enfant qui réunira le couple.

Par certains aspects, le film est attachant : il montre la vie des gens simples au lendemain de la guerre, un « héros » qui n'arrive pas à se réadapter ni à oublier les scènes qu'il a vécues quand il était prisonnier dans un camp japonais. Mais la démonstration, essentiellement axée sur les problèmes sexuels du mari, en est parfois un peu pesante.

M.L.

SÉLECTION CINÉMA

Films récents...

GREYSTOKE.
de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise. Gaumont Les Halles 1^{er} (vo). Gaumont Richelieu 2^e. Impérial 2^e (vo). Hautefeuille 6^e. (vo). Publicis Saint-Germain 6^e (vo). Gaumont Champs-Élysées 8^e (vo). Publicis Élysées 8^e (vo). Français 9^e. La Bastille 11^e. Athena 12^e. Nation 12^e. Fauvette 13^e. Mistral 14^e. Montparnasse Pathé 14^e. Bienvenue 15^e (vo). Gaumont Convention 15^e. Kinopanorama 15^e. Clichy Pathé 18^e. Secretan 19^e.



BROADWAY DANNY ROSE.
de Woody Allen.

Woody Allen dans le rôle d'un imprésario pour artistes ratés. Un film léger mais sympathique. Forum Arc en Ciel 1^{er} (vo). Movies Les Halles 1^{er} (vo).



JOURNAL INTIME.
de Maria Meszaros.
Une adolescente en Hongrie, pendant la période stalinienne. Olympic Saint-Germain 6^e (vo). Olympic 14^e (vo). Paris, Texas. de Wim Wenders. Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain ! Movies Les Halles 1^{er} (vo). Impérial 2^e (vo). Rex 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Panthéon 5^e (vo). Saint-André-des-Arts 6^e (vo). UGC Montpar-

JOURNAL INTIME.
de Maria Meszaros.

Une adolescente en Hongrie, pendant la période stalinienne. Olympic Saint-Germain 6^e (vo). Olympic 14^e (vo).

PARIS, TEXAS.
de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain !

Movies Les Halles 1^{er} (vo). Impérial 2^e (vo). Rex 2^e. Ciné Beaubourg Les Halles 3^e (vo). Panthéon 5^e (vo). Saint-André-des-Arts 6^e (vo). UGC Montpar-

nasse 6^e. Pagode 7^e (vo). Biarritz 8^e (vo). Marignan 8^e (vo). UGC Boulevard 9^e. 14 Juillet 11^e (vo). Escorial 13^e (vo). UGC Gobelins 13^e. Olympic 14^e (vo). PLM Saint-Jacques 14^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo). 14 Juillet 15^e (vo). UGC Convention 15^e. Mayfair 16^e (vo). Images 18^e.

A LA POURSUITE DU DIAMANT VERT.
de Robert Zemeckis.

Les aventures d'une romancière américaine aux prises avec la jungle colombienne et d'autres dangers... De l'aventure, de l'humour et de l'amour ! UGC Opéra 2^e. Gaumont Ambassade 8^e (vo). Français 9^e. Montparnos 14^e. Paramount Opéra 18^e.

AU-DESSOUS DU VOLCAN
de John Huston.

La déchéance d'un diplomate anglais dans le Mexique de la fin des années 1930.



Forum Orient Express 1^{er} (vo).
Hautefeuille 6^e (vo). Marignan 8^e (vo). Sept Parnassiens 14^e (vo).

... et moins récents

LAWRENCE D'ARABIE.
de David Lean.

L'éveil de la conscience nationale au Moyen-Orient vue par les Anglais. Ranelagh 16^e (vo).

CARMEN.
de Francesco Rosi.

L'opéra de Bizet chanté par Ruggiero Raimondi, Plácido Domingo et Julia Migenes-Johnson dans le rôle de Carmen, joué de façon réaliste dans des décors et des costumes fastueux. Vendôme 2^e. Publicis Matignon 8^e.

RUE CASES-NÈGRES.
de Euzhan Palcy.

La Martinique des années 30 vue par un enfant pauvre de la rue Cases-Nègres. Grand Pavois 15^e.

BARRY LYNDON.
de Stanley Kubrick.

Un arriviste pour qui tous les moyens sont bons pour grimper dans l'échelle sociale au 18^e siècle. Grand Pavois 15^e (vo). Boîte à films 17^e (vo).

METROPOLIS
de Fritz Lang

Un film de 1926, sonorisé (en disco !) par Giorgio Moroder.

Une dénonciation de l'exploitation capitaliste et un appel à la collaboration de classes.

Saint-Germain Huchette 5^e.
Bretagne 6^e. Élysées Lincoln 8^e.

LES BLUES BROTHERS.
de John Landis.

Une comédie musicale « blues » avec des poursuites infernales et beaucoup de gags.

L'Épée de Bois 5^e (vo).

ET VOGUE LE NAVIRE.
de Federico Fellini.

Ou Fellini nous fait faire une croisière bien étrange. Studio Galande 5^e (vo).

LE BAL.
d'Ettore Scola.

A travers le bal populaire, une chronique qui va de l'époque du Front Populaire à l'après 68.

Studio de la Harpe 5^e.

LES RAISINS DE LA COLÈRE.
de J. Ford.

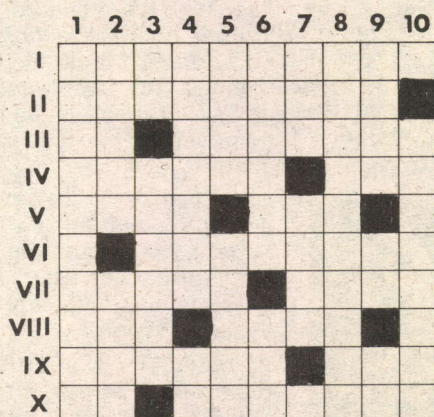
Une famille de paysans de l'Oklahoma, chassée de sa terre lors de la « grande dépression » américaine. Le Champollion 5^e (vo).

NOBLESSE OBLIGE.
de Robert Hamer.

Un aristocrate anglais, en neuvième position dans l'ordre de succession, élimine en douceur huit membres de sa famille.

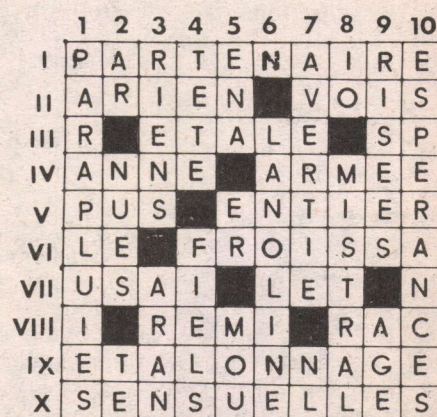
Reffet Quartier Latin 5^e (vo).

MOTS CROISÉS



HORIZONTALEMENT. — I. Réunie dans une galerie. II. Trop fort. III. En noir. Elles déparent la galerie. IV. Mets au point. Age. V. Personnage biblique. Titre outre-Manche. VI. Abstraite. VII. Coupe le souffle. Qui ne réfléchit pas. VIII. Sans voisin. Début de prise. IX. Eperon. Utilisé retourné sur le terrain de golf. X. Liaison. Un drôle de mec.

VERTICALEMENT. — 1. Né bien avant la dernière pluie ! 2. Terres d'ombre. Permet d'établir le contact. 3. Saint breton. En forme. 4. Parcours silencieux. Dans le Tage. 5. Département. Épuisé. 6. Au bout du fusil. Inversé : arrêt. 7. Lettre grecque. Connu pour ses objectifs. 8. Louches. 9. Retirer. Mesure la Longue Marche. Aide quelquefois à qualifier les docteurs. 10. Rigueur ou austérité.



EXPOSITIONS

ART ET CIVILISATION DES CHASSEURS DE LA PRÉHISTOIRE

Au Musée de l'Homme

Après avoir consacré une exposition aux **Premiers habitants de l'Europe**, qui couvrait une période allant de — 1,5 million d'années à — 100 000 ans, durant laquelle nos lointains ancêtres découvrirent le feu, le Musée de l'Homme inaugure une nouvelle exposition, portant cette fois sur la période de — 35 000 ans à — 8 000 ans.

C'est l'époque des premiers hommes modernes, nos ancêtres directs, en tous points semblables à nous, les « Homo Sapiens Sapiens ». Son représentant le plus célèbre est l'homme de Cro-Magnon.

Les Homo Sapiens Sapiens vivaient encore uniquement de chasse, de pêche et de cueillette. Mais ils firent faire un bond considérable aux techniques de fabrication des outils et des armes, et surtout ils furent les véritables inventeurs de l'art. Ce sont eux qui créèrent les premières gravures, peintures et modelages d'animaux, d'hommes et de femmes. A cette époque apparaissaient les premières parures, les colliers, les brace-

lets, les décorations sur les vêtements à l'aide de dents et de coquillages. La technique même du vêtement fut totalement révolutionnée par une invention de taille, encore inégalée... l'aiguille à chas.

L'exposition montre tout cela au travers de nombreux objets rassemblés à partir de collections éparées dans de nombreux musées français et étrangers. Et aussi de reconstitutions. Une cabane, retrouvée en Ukraine, dont l'armature était faite d'os de mam-mouths, a été reconstituée avec des os d'éléphants. Une peinture dessinée sur une paroi de Lascaux a été exactement reproduite grâce à un procédé photographique. Des sculptu-



res de bisons, modelées dans l'argile et donc intransportables, et de plus difficiles d'accès, ont été reconstituées, en relief, selon le même procédé.

Une exposition bien présentée et agréable à regarder. De plus, plusieurs films d'une heure sont projetés les samedis et dimanches

après-midi à 15 h ou 16 h. L'un d'entre eux, réalisé par TF1, particulièrement intéressant, explique entre autres comment les outils de pierre étaient taillés.

Joëlle GERARD

Musée de l'Homme, place du Trocadéro, ouvert tous les jours de 10 h à 17 h, sauf le mardi.



« AOÛT 14, PARTIS POUR UN ÉTÉ... »



Le secrétariat d'Etat aux Anciens combattants a réalisé à la gare de l'Est à Paris, dans le hall banlieue, une très intéressante exposition sur le début de la guerre de 1914-1918 à l'aide de documents d'époque, affiches, journaux, proclamations, images d'Épinal, photos, cartes postales, lettres de soldats, reconstitution d'équipements, etc.

Avant 1914, le nationalisme revanchard de la bourgeoisie française, après la défaite de 1870 face à l'Allemagne, était inoculé aux enfants des écoles. La déclaration de guerre et la mobilisation ont vu évidemment l'exacerbation des sentiments chauvins qui submergeaient le mouvement ouvrier dont les dirigeants s'étaient rangés derrière l'union sacrée. L'exposition montre ainsi les « Unes » de plusieurs journaux de l'épo-

que dont celle de *La guerre sociale* (journal socialiste) du 1^{er} août 1914. L'éditorial, intitulé *Vive Jaurès*, explique pourquoi il faut venger Jaurès, assassiné la veille, en donnant aux nationalistes l'exemple de la bravoure et de la discipline, le « devoir socialiste » consistant à marcher comme un seul homme à la frontière. Les autres titres de cette « Une » (*Haut les cœurs et La patrie en danger*) donnent une idée du contenu des articles.

Un montage vidéo de films d'époque présente cette mobilisation et la marche des troupes vers le front.

Mais, partis pour un été, vers une victoire rapide, les troupes françaises commencent par refluer en désordre au milieu des civils en fuite. Cet épisode est rendu particulièrement vivant sur une grande carte où sont matérialisés les itinéraires de deux soldats, à l'aide d'extraits des lettres

— authentiques — adressées à leurs familles au fur et à mesure. Très vite la guerre s'installe dans l'horreur et, après la bataille de la Marne et ses fameux taxis, les troupes s'enterrent pour longtemps, et bien souvent définitivement, dans les tranchées.

La fin de l'exposition donne, entre autres, quelques exemples de l'ignominie de la propagande anti-allemande.

Au total une exposition bien faite, variée, sobre de commentaires, où les images, les objets et les textes de l'époque parlent d'eux-mêmes. On peut en faire le tour en une heure et cela vaut le déplacement. (Ne pas oublier de jeter un œil, dans la cour des arrivées, sur le wagon exposé (« hommes 32, chevaux 8 ») qui servait aux transports de troupes).

Entrée libre, tous les jours de 9 h 30 à 19 h 30, jusqu'au 11 novembre 1984.

Claude CHARVET



Les nouveaux riches

La bourgeoisie française, on ne nous en parle pas. Mais elle existe. On nous parle des entreprises, de la santé des entreprises, des profits des entreprises, de leurs pertes, de leurs maladies... Mais on ne nous parle pas de la santé des riches de France.

Pourtant, il y aurait de quoi dire à leur sujet. Au Salon de l'auto, Renault par exemple a beaucoup parlé de la Super-Cinq. Mais Renault a tenu aussi à parler des hauts-de-gamme, ces voitures à 120.000 ou 180.000 francs. Peugeot, Citroën ont fait pareil. Pour qui ces voitures ? Pas toutes pour des émirs du pétrole. Mais pour les Dupont-Durand de la bourgeoisie française.

On nous parle des nouveaux pauvres. Mais qui sont ces nouveaux pauvres, eux, sinon des travailleurs réduits au chômage et aujourd'hui en fin de droits parce que le patronat n'a pas voulu accepter de continuer à financer correctement les ASSEDIC ? C'est en mettant à la charge de la collectivité les travailleurs qu'elle ne veut plus payer que cette bourgeoisie française réussit à maintenir ses profits malgré la diminution de ses ventes. Et les bourgeois, eux, ne vivent pas aujourd'hui plus mal qu'ils ont vécu avant la crise.

Parce que la bourgeoisie, ce n'est pas seulement des « entreprises ». C'est des appartements dans les beaux quartiers, des châteaux, des yachts ou ces voitures qui font rêver les badauds au Salon de l'auto. C'est les profits transformés en dollars, en diamants ou en tableaux de maîtres, afin de résister au discrédit du franc (et ils y résistent d'une façon qui n'a rien à voir avec les livrets de caisse d'épargne !).

Ce n'est pas parce que la bourgeoisie n'investit pas dans l'appareil productif pour le renouveler qu'elle est pauvre pour autant. Loin de là. C'est parce qu'elle veut continuer à être riche pendant la crise, qu'elle appauvrit toute la population. Et les profits qu'elle retire de la production, elle s'en sert. Soit pour en vivre. Luxueusement. Soit pour les placer. Oh, pas dans la production : ça ne rapporte pas assez et c'est trop risqué. Mais en toute sécurité, en diamants, en or ou en dollars...

Quand une entreprise fait faillite, l'ouvrier perd son travail, une bonne partie de ses ressources, perd tout quand il arrive en « fin de droits » et devient un nouveau pauvre. Le bourgeois, lui, a le droit de tout garder. Il liquide son entreprise et les ouvriers qui vont avec et garde sa fortune. Et si les bourgeois veulent augmenter leurs revenus, il leur suffit de spéculer. C'est ainsi que ceux qui spéculent sur le dollar depuis cinq ans ont vu leur fortune doubler, et même quadrupler s'ils ont accumulé les intérêts au taux de 20 % !

Et tous ces profits spéculatifs, la bourgeoisie les dépense en produits de luxe, dont une partie d'ailleurs est importée et contribue à rendre déficitaire la balance des paiements du pays.

Car ce n'est pas la consommation des travailleurs qui rend la balance des paiements déficitaire, quoi qu'en disent les experts appointés par la bourgeoisie pour mentir. Aujourd'hui, on discute à la Chambre du budget de l'Etat : on veut diminuer les impôts des riches en diminuant les budgets publics, c'est-à-dire les prestations auxquelles les pauvres ont accès. C'est un budget qui va enrichir encore plus la bourgeoisie et créer encore plus de nouveaux pauvres.

Et la droite politicienne, qui ne voudrait surtout pas que le gouvernement de gauche se fasse mieux voir qu'elle de ceux qui dispensent les gros pourboires, renchérit par la voix d'un Barre, demain d'un Chirac, en prétendant cyniquement, sans honte, que si le budget est en déficit, ce sera parce qu'on donnera encore trop aux pauvres !

Oui, si ce n'était pas un gouvernement de gauche qui avait contribué depuis trois ans à l'enrichissement éhonté de cette bourgeoisie qui remplit les restaurants de luxe pendant que la misère commence à frapper aux portes des travailleurs, ç'aurait sans doute déjà été la révolte.

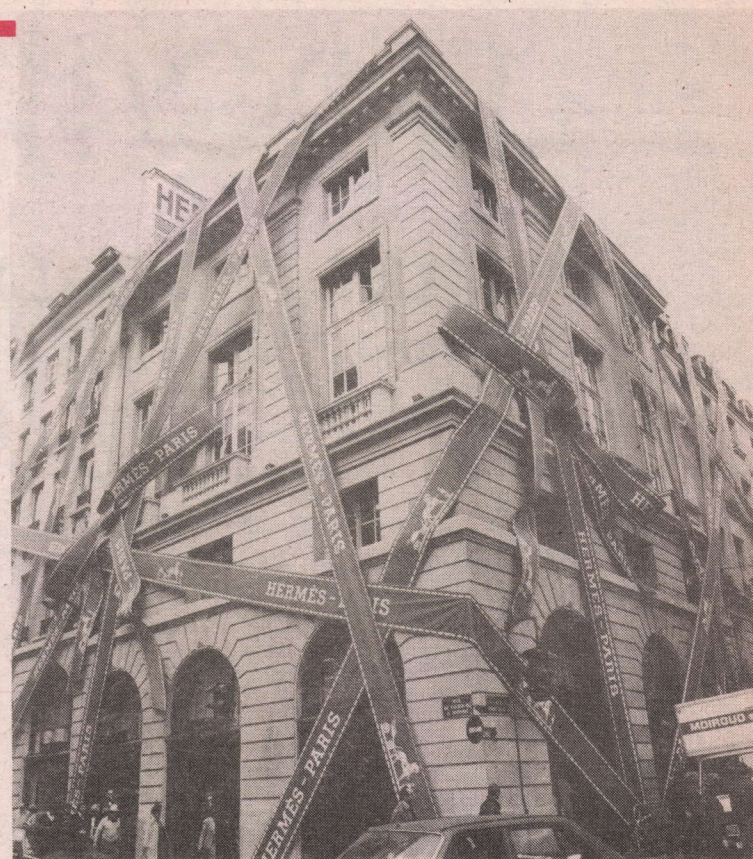
Voilà aussi pourquoi les révoltes rentrées débouchent un jour sur des révolutions.

Editorial des bulletins d'entreprise.

Etat de manque et manque de rien !

400 millions de centimes, bien plus que ce que peut gagner un travailleur dans sa vie, c'est la bagatelle que Mme Rizzoli, épouse d'un riche éditeur italien, a perdu en une soirée de jeu au casino de Beaulieu-sur-Mer.

Pour son excuse, cette dame avait été très privée : son casino favori avait été fermé par décision administrative pendant tout l'été !



Vous avez dit lutte contre la pauvreté ?

Le moins que l'on puisse dire est que les mesures annoncées par le gouvernement pour venir en aide aux pauvres ne se caractérisent pas par leur audace. Les expulsions de locataires sans ressources vont être suspendues, ou tout au moins les locataires jetés à la rue relégués (dans quelles conditions ?). Des produits alimentaires pris sur les stocks de lait, de viande, de fruits et de légumes invendus seront distribués gratuitement par le canal des mairies et des associations. Une aide de 40 F par jour va être versée à ceux des chômeurs âgés de plus de 50 ans qui ne touchaient plus rien depuis le 1^{er} avril dernier. Ce versement

devrait, selon le ministère des Affaires sociales, concerner 20 000 personnes environ. Il sera alimenté notamment par une imposition supplémentaire de 0,5 % sur le magot des 3 000 richards possédant plus de 20 millions de francs, soit deux milliards de centimes.

C'est peu. Car il y a aujourd'hui en France beaucoup plus de pauvres, plus pauvres, et beaucoup plus de riches, plus riches, que ne fait mine de le croire le gouvernement. Selon la CGT, plus de 1 100 000 chômeurs, jeunes ou vieux, ne touchent aucune allocation. 50 fois plus que les chômeurs concernés par les nouvelles mesures. Et cela sans même

parler des 6 millions de personnes qui n'ont pour se nourrir, se loger et se vêtir que 50 F par jour, 1 500 F par mois (1 million de familles environ).

Quant aux riches, ils ne sont pas que 3 000. Quelque 110 000 familles payent l'impôt sur les grandes fortunes. Et ce ne sont pas les seuls riches, car cet impôt laisse complètement de côté « l'outil de travail » et les œuvres d'art. Ce qui signifie que les propriétaires d'une entreprise ou de tableaux de maîtres ne sont pas imposés à ce titre.

Bref, le gouvernement fait tinter bien fort la petite monnaie pour faire illusion.

Surplus...

de capitalistes

Il y a trop de viande. L'Office chargé de la filière viande retire de la circulation et surgèle un bœuf sur deux. Avec 24 000 tonnes d'excédent par mois en Europe (dont 7.500 en France), on ne sait, paraît-il, plus où stocker les carcasses. La CEE vient d'accorder l'autorisation de stocker dans les pays voisins, et il est même question d'aller jusqu'en Grèce ou en Autriche. On a même pensé utiliser des bateaux frigorifiques...

On se décarcasse beaucoup en haut lieu pour conserver toutes ces tonnes de viande invendue.

Tout cela, alors qu'il y aurait tant d'affamés à nourrir.

L'Office de la viande se serait, paraît-il, volontiers débarrassé de quelques surplus auprès d'organisations charitables. Mais celles-ci ne savent que faire de demi-carcasses surgelées qui ne sont pas consommables sans un minimum d'opérations. Alors... eh bien, c'est la crise : des stocks de produits invendus et interdits à la consommation qui finiront par être détruits, et en face le dénuement, la misère grandissants.

Trop de lait, trop de fruits, trop de viande : non, c'est ce système capitaliste qui est de trop.

Ça roule pour eux !

Au Salon de l'automobile, en quinze jours ont été vendues, entre autres gadgets de luxe, 20 Ferrari à 400 000 F pièce, 30 Porsche, une Lam-

orghini à 850 000 F, 5 Rolls à un million.

L'automobile va mal, paraît-il, en France. Mais les riches, eux, se portent bien.

Stabilité des trucages

Fin septembre, l'ANPE comptabilisait 2 416 000 demandeurs d'emplois, soit 174 500 de plus qu'en août et 16 % de plus qu'il y a un an. C'est ce que le ministère du Travail, après correction des tripataillages non-saisonniers, nomme « stabilité du chômage ». En même temps l'ANPE note qu'elle n'avait en septembre que 24 800 offres d'emploi (une pour cent chômeurs !), soit 38 % de moins

qu'en août et 26,8 % de moins qu'il y a un an. Stabilité ?

Par ailleurs *France-Soir* rappelle qu'en 18 mois, depuis le décret de novembre 1982 réduisant le montant et la durée des indemnités de chômage, 600 000 personnes ont été purement et simplement radiées des listes de l'ANPE et sont allées grossir les rangs des « nouveaux pauvres ».



SI J'AI BIEN
COMPRIS MITTERRAND
NOUS VIRE DE L'ANPE
ET NOUS ENVOIE CHEZ
L'ABBÉ PIERRE